



Conseil de Métropole

Montpellier Méditerranée Métropole

**Séance publique
du 20 septembre 2018**

PROCES-VERBAL

Monsieur le Président

Je vais demander à Mademoiselle Maud BODKIN de faire l'appel. Ensuite, je vous donnerai un certain nombre d'informations. Nous approuverons l'ordre du jour, et nous entamerons le Conseil. Mademoiselle BODKIN.

Madame BODKIN procède à l'appel.

Monsieur le Président

Le quorum est très largement atteint. Nous pouvons donc valablement délibérer.

Monsieur le Président déclare la séance ouverte.

Monsieur le Président

Je vais vous donner quelques informations importantes pour la vie de Montpellier Méditerranée Métropole. Premier point : je voudrais remercier Madame Carole DELGA, qui a accepté de nous octroyer une subvention pour le MoCo à hauteur de 655 000 euros. Donc, nous remercions la Région et sa Présidente.

Ensuite, j'ai reçu, toujours de la Région, un courrier qui nous octroie la restitution d'une partie du Lez pour la Ville de Montpellier, c'est-à-dire la navigabilité du Lez. C'est une ancienne affaire : la navigabilité était passée à la Région, du temps de Georges FRECHE, la Région accepte de nous restaurer cette navigabilité. Je remercie une deuxième fois la Région et sa Présidente, Madame DELGA.

Je voudrais également remercier le Maire de Castelnau-le-Lez, Monsieur LAFFORGUE, qui a accepté ma proposition de modification du nom de l'équipe de volleyball en l'appelant désormais « *Montpellier Castelnau Volleyball* ».

Jean-Pierre GRAND

Propos hors micro.

Monsieur le Président

Je vous l'avais demandé, Monsieur GRAND Vous perdez la mémoire. Cela commence bien ! Révisez vos fiches ! Et arrêtez de m'interrompre en permanence ! Je vais vous donner 100 lignes et vous mettre au piquet, si vous continuez !

Donc, je remercie le Maire de Castelnau, Monsieur LAFFORGUE – je précise. Le Maire de Castelnau n'est pas Monsieur GRAND. Lui, c'est l'ancien Maire. Je remercie le Maire actuel, Monsieur Frédéric LAFFORGUE, qui a accepté ma proposition d'appeler l'équipe de volleyball, « *Montpellier Castelnau Volleyball* », exactement comme à Lattes où le BLMA porte le nom des deux villes (Montpellier et Lattes). Nous aurons ainsi deux clubs de première division qui évolueront dans des communes de la Métropole. Je trouve cela bien, d'un point de vue métropolitain évidemment. Si l'on ne regarde que l'esprit de clocher...

Ensuite, toujours concernant Castelnau, une erreur figure sur le logo. Ce n'est pas la faute du Maire de Castelnau, Monsieur Frédéric LAFFORGUE. Le fabricant s'est trompé – nous en avons eu confirmation aujourd'hui. Il s'est trompé sur la morphologie de l'étoile. Il a oublié de mettre « *Montpellier Méditerranée Métropole* ». Donc nous allons rectifier le logo, avec la bonne étoile. Ensuite, nous allons ajouter le nom du propriétaire : Montpellier Méditerranée Métropole.

Je voudrais ensuite que nous nous réjouissons collectivement de l'ouverture, samedi, de la très belle piscine métropolitaine de Saint-Brès. Vous êtes tous conviés à 11 h à l'inauguration. Pour terminer les bonnes nouvelles, je vous informe qu'hier je me trouvais à Paris et que nous avons obtenu, avec la Métropole de Caen, en Normandie, et la Métropole de Toulouse, le Grand prix des villes, qui note le dynamisme économique et l'attractivité. Ce prix a été octroyé par BFM Business et par France Urbaine, dans les salons de l'Hôtel de Ville de Paris, en présence de la Maire de Paris, Madame HIDALGO, et juste après l'intervention du Premier Ministre, Monsieur Édouard PHILIPPE.

Enfin, je voudrais saluer l'arrivée de Monsieur Olivier MERLIAUD, qui prend son poste en lieu et place de Monsieur Jean-Claude HEMAIN. Il sera chargé de tout ce qui concerne l'espace public, la voirie, l'éclairage public, l'eau, les transports, etc. Voilà pour les informations. Vous avez également toute une série de documents sur la table. Je ne vais pas les détailler, vous les avez.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL DE METROPOLE DU 20 SEPTEMBRE 2018

Monsieur le Président

Nous passons donc à l'approbation de l'ordre du jour. L'ordre du jour comprenait initialement 79 affaires. Nous avons ajouté 2 affaires : une qui concerne la pelouse du GGL Stadium et une qui concerne Cinemed. Pour le GGL Stadium, il s'agit d'attribuer une subvention de 200 000 euros pour restaurer la pelouse qui est malade. Nous nous en chargeons, avec l'accord du club. Je remercie Monsieur ALTRAD, car nous le faisons en bonne intelligence.

Pour Cinemed : il s'agit de la présentation de plusieurs films du festival dans d'autres communes que Montpellier. Nous avons accédé au souhait des différents Maires que sont Monsieur le Maire de Clapiers, Madame la Maire de Saint-Drézéry et Monsieur le Maire de Saussan.

Je mets aux voix l'ordre du jour. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité des exprimés.

À l'issue d'un vote à main levée, l'ordre du jour ainsi modifié est adopté à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

S'est abstenu : M. Djamel BOUMAAZ.

Ne prend pas part au vote : 0 voix

ADOPTION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL DE METROPOLE DU 19 JUILLET 2018

Monsieur le Président soumet à l'approbation des élus le projet du procès-verbal du 19 juillet 2018.

APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Monsieur le Président

Vous avez pris connaissance de la synthèse des décisions prises depuis le dernier Conseil. Avez-vous des remarques à faire ? Pas de remarques.

Le Conseil prend acte de ces décisions.

AFFAIRE N°1 : HORS COMMISSION - CONVENTION ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LE POINT POUR LA COORGANISATION DE LA DEUXIEME EDITION DE FUTURAPOLIS SANTE A MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 1 : il s'agit de la convention entre la Métropole et le journal *Le Point* pour la co-organisation de la deuxième édition de *Futurapolis Santé*, dans le cadre de « *Capital Santé* », de la Métropole, qui est la seule de France à avoir choisi comme axe, la santé, notamment la médecine du futur. Chaque année, nous organisons avec le journal *Le Point*, un colloque à l'Opéra Comédie, qui a pour but de vulgariser la science, notamment les sciences du vivant, les sciences médicales. Ce que nous votons là, c'est le partenariat avec le journal *Le Point*. Qui demande la parole ? Monsieur DOMERGUE.

Jacques DOMERGUE

Monsieur le Président, chers collègues, je pense que nous allons voter à l'unanimité cette subvention qui me paraît relativement modique par rapport à un événement dont nous pouvons espérer que l'ampleur ne va faire que croître. Cette subvention est de 32 000 euros (auxquels s'ajoutent 3 000 ou 4 000 euros). Je suppose que *Le Point* investit beaucoup plus pour une telle manifestation. Les axes de la Métropole étant clairs, et la santé représente un des principaux axes de développement de la Métropole, il me paraît important que chaque année, nous puissions faire en sorte que « *Futuralis* » prenne de l'ampleur. Nous arriverons peut-être un jour à associer à « *Futuralis* » une journée spécifique à Montpellier pour montrer toutes les forces que Montpellier développe dans le domaine de la santé. Car il ne faut pas oublier que « *Futuralis* » nous est un peu imposé par le journal *Le Point*, qui définit les orientations scientifiques. Je suis heureux que cette année, plusieurs équipes de Montpellier participent, plus que l'année dernière, à cette manifestation.

Monsieur le Président

Monsieur DOMERGUE, vous avez « *capturé* » ma réponse, parce que cette année, nous avons beaucoup insisté pour mettre en valeur les équipes de Montpellier, les équipes médicales mais aussi les start-up et entreprises qui seront présentes au salon, dans les allées de l'Opéra Comédie. Je reviens sur la manifestation : c'est grâce à la coopération avec Toulouse, que m'est venue cette idée. À Toulouse, il est depuis une dizaine d'années une très belle manifestation, qui porte le nom de « *Futurapolis* » et qui indique les nouveaux procédés (drones, 3D, animations vidéos, véhicules autonomes). Je me suis dit : « *pourquoi ne pas dupliquer cette manifestation à Montpellier dans le domaine de la santé ?* » Le journal *Le Point* m'a suivi, ainsi que toute une série de partenaires. C'est pour cela que la somme est modique. En effet, des partenaires privés participent aussi à cette manifestation. Il y a également cette année, plusieurs médias autres que le journal *Le Point* (par conventions entre le journal *Le Point*, Montpellier Méditerranée Métropole et les médias en question). J'adhère parfaitement à ce que vous venez de dire. Cette année, vous avez notamment les exposés du Professeur FRYDMAN sur la PMA. Vous avez beaucoup de choses concernant le cerveau ; vous aurez un cerveau énorme sur la place de la Comédie avec un camion qui représentera une forme de laboratoire scientifique. Vous pourrez entrer dans le cerveau. Certains doivent encore avoir ce rêve-là : entrer dans le cerveau des autres. Moi, cela ne m'excite pas trop. Mais, on n'est pas tous pareils, heureusement ! C'est de notre diversité, que naît le monde et qu'il continue à vivre.

Qui est contre ? Abstentions ? Adopté à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 2 : HORS COMMISSION - TRAVAUX DES ECHELLES DE LA VILLE - COMMUNE DE MONTPELLIER - APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT 2018-2019

Monsieur le Président

Il s'agit de l'approbation du plan de financement. Cela concerne l'aménagement des Echelles de la Ville. Là où se trouve la médiathèque Federico Fellini, nous allons au cours des travaux du Polygone, agrandir le passage Hermès pour que l'ensemble des structures commerciales puissent mieux vivre ensemble avec Antigone. En même temps, nous procédons à une opération tiroir avec la médiathèque Fellini, qui va venir s'intégrer dans la médiathèque Emile Zola, lorsque les Archives seront parties, après que les squatteurs eux-mêmes partent avenue de Castelnau. Y a-t-il des questions ? Pas de questions ?

Je mets aux voix.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Véronique PEREZ.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

AFFAIRE N° 3 : HORS COMMISSION - CONVENTION DE REVERSEMENT DU PRODUIT DES FORAITS DE POST-STATIONNEMENT (FPS) ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER ET MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. E. PASTOR entre en séance.

Monsieur le Président

Dans le cadre de la loi sur le stationnement, sur la dépénalisation du stationnement, la Ville de Montpellier reverse les subsides à la Métropole. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Un contre. Ah, pardon ! Monsieur REVOL et Monsieur DOMERGUE ont demandé la parole.

René REVOL

Juste un mot pour me faire l'écho de plusieurs administrés qui travaillent à Montpellier. Cela me permet de vous transmettre leurs demandes : ils sont donc amenés à travailler à Montpellier dans de petites entreprises. Vu la desserte en transports en commun des zones où ils travaillent – Grabels n'est pas très bien desservie –, notamment quand ils partent très tôt le matin, ils sont amenés à stationner dans Montpellier. Jusqu'à l'année dernière, une relative tolérance régnait : ils mettaient un ou deux euros le matin, un ou deux euros l'après-midi. Cela pesait sur leurs petits revenus, mais il y avait une certaine souplesse. Avec le nouveau système mis en place, ils ont constaté qu'ils devaient payer pour chaque heure ; qu'après chaque heure, ils étaient « repérés » ; certains se retrouvent avec trois ou quatre contraventions par jour. Depuis, ils ont trouvé d'autres systèmes : ils se « rallongent » beaucoup pour y aller. Je sens monter une réprobation sur ce système, en partie privatisé et qui vise finalement à « racketter » au maximum les automobilistes qui se garent dans Montpellier.

Je suis tout à fait d'accord pour que l'on puisse réglementer le stationnement et que le stationnement soit payant et qu'on puisse le faire payer correctement, mais je pense que dans les quartiers en question, il faudrait peut-être avoir une petite souplesse par rapport à ces résidents extérieurs qui sont obligés de travailler et de venir avec leur voiture, et qui ne peuvent pas faire autrement. Je voulais simplement, à l'occasion de cette délibération, me faire l'écho de ces courriers et de ces remarques que j'ai reçus dans ma Commune.

Monsieur le Président

Merci de votre intervention, Monsieur REVOL. Monsieur DOMERGUE.

Jacques DOMERGUE

Nous avons abordé ce sujet en Conseil Municipal, lorsque vous pensiez le mettre en place. La loi vous y autorise, donc vous avez décidé de prendre cette orientation. Les évaluations qui avaient été faites au préalable dans certaines villes permettaient d'imaginer que le stationnement allait peser davantage sur les habitants de chaque ville, puisque beaucoup de villes l'ont mis en place. Je donne quelques chiffres : Paris estime que la Ville va récupérer 300 millions d'euros. Paris, ce sont deux millions d'habitants ; Montpellier, bientôt 300 000 habitants. Donc, en extrapolant à l'échelle de Montpellier, on peut imaginer que cela va représenter plusieurs dizaines de millions d'euros. Peut-être n'arriverons-nous pas à ce niveau-là, mais ma question est la suivante : nous sommes à neuf mois de mise en place du système, vous avez sûrement pris contact avec le prestataire qui a pris en charge la récupération de ces redevances. Pouvez-vous nous donner un état des lieux, au moins au 6^e mois, par exemple, ou demander à ce que l'on ait une évaluation au 6^e mois pour savoir quel est le surplus de rentrées fiscales ? Je le vis comme une imposition indirecte. Que va toucher la Métropole, puisque c'est Montpellier Méditerranée Métropole qui récupère l'argent ?

Monsieur le Président

Monsieur DOMERGUE, cela dépend du Conseil Municipal, pas du Conseil de Métropole. Donc, je vous répondrai en Conseil Municipal. Mais sachez que vous ne pouvez pas comparer avec Paris, parce que nous avons, nous à Montpellier, les tarifs les plus bas au niveau national. Nous vous le dirons dans l'instance appropriée. Monsieur LEVITA.

Max LEVITA

Juste une précision, Monsieur DOMERGUE. Vous n'avez pas l'air de savoir comment cela fonctionne, donc je me permets de préciser. Vous prenez une place de stationnement, vous payez. Le paiement de cette taxe reviendra à la Ville de Montpellier. Si vous ne payez pas ou si vous payez partiellement, à ce moment-là, nous émettrons un forfait post-stationnement dont le produit reviendra à la Métropole. Donc, ce sont deux choses différentes. En outre, je ne vois pas ce qu'il y a de privatisé, il s'agit de l'espace public. Il n'y a pas de raison que l'espace public soit gratuit, puisqu'il est public.

Monsieur le Président

Je reviens sur la question précédente que vous m'avez posée, Monsieur DOMERGUE, concernant les nouveaux partenaires que nous avons avec *Futurapolis*. J'ai oublié de vous en citer quelques-uns importants : *France Inter*, *Midi Libre*, le *CHU de Montpellier* et l'*Université de Montpellier (UM)* pour la première fois. Madame ACQUIER, vous vouliez rajouter quelque chose sur le stationnement ?

Lorraine ACQUIER

Je voulais répondre à Monsieur REVOL, qui apparemment reçoit des courriers mais ne sait pas non plus comment fonctionne le stationnement réglementé, puisqu'il n'est pas possible d'avoir quatre PV dans la même journée. À partir du moment où un forfait post-stationnement vous est attribué, vous avez le droit de rester garé jusqu'à la fin de la période.

Vous pouvez avoir un PV à la limite, en zone verte ; deux PV mais c'est très rare, en fonction de l'horaire à laquelle vous commencez le matin en zone orange, et en zone jaune, c'est deux PV dans la journée. Donc, trois ou quatre PV toutes les heures, ce n'est pas possible. Ce n'est pas parce que vous le répétez, y compris dans les quartiers de Montpellier, que cela devient une vérité.

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire n°3.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Abstentions : 2 voix

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme Anne BRISSAUD.

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 4 : HORS COMMISSION - DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL - MISSION ZAGREB (CROATIE) DU 30 SEPTEMBRE AU 3 OCTOBRE 2018 - CEREMONIE D'OUVERTURE DE L'EXPOSITION « BUKOVAC ET SON MAITRE ALEXANDRE CABANEL » PAVILLON DES ARTS DE ZAGREB - APPROBATION**Monsieur le Président**

Il s'agit de la mission Zagreb, en Croatie. C'est Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, qui nous représentera. Il se rend à l'exposition « *BUKOVAC et son maître Alexandre CABANEL* ». Je vous explique rapidement : dans le magnifique grand musée national de Zagreb, il est un peintre croate qui s'appelait BUKOVAC, qui était un élève du peintre montpelliérain Alexandre CABANEL. Le Gouvernement croate, qui se lance dans l'obtention du label « *Capitale européenne de la culture* », nous a demandé d'être l'invité en 2020 de la Comédie du livre. Il se lance également dans cette belle exposition autour de BUKOVAC et d'Alexandre CABANEL. Donc, bien entendu, la Métropole et le musée Fabre seront représentés à Zagreb.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 5 : HORS COMMISSION - DEPLACEMENT EUROPEENS ET INTERNATIONAUX DES AGENTS DE LA DIRECTION INNOVATION POLITIQUES CONTRACTUELLES ET SYSTEME D'INFORMATION GEOGRAPHIQUE (DICOSIG) DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AUTORISATION**Monsieur le Président**

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 6 : HORS COMMISSION - ARTICLE L.5211-10 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES - DELEGATIONS PERMANENTES - MODIFICATION - AUTORISATION

M. G. LANNELONGUE entre en séance.

Monsieur le Président

Il s'agit des modifications des délégations permanentes.

Contre ? Un contre. Oui ? Vous voulez la parole, Monsieur BOUMAAZ ? Allez-y.

Djamel BOUMAAZ

Je suis assez surpris que personne n'intervienne sur cette question. Monsieur le Président, chers collègues, cette affaire que vous nous présentez ce soir, et qui a été préparée hors commission, donc entre vous et vous, Monsieur le Président, est une affaire qui peut paraître comme un léger réajustement de vos pouvoirs, comme le stipule cette synthèse, notamment avec l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales. Monsieur le Président, nous n'allons pas parler de la forme de cette affaire, mais au vu du contexte politique que vous nous faites vivre actuellement, il serait intéressant d'aller sur le fond de cette affaire.

Tout d'abord, un petit retour, Monsieur le Président, sur l'évolution de cette « *politique autrement* » et du pourquoi de cette affaire aujourd'hui. Le 15 avril 2014, vous prenez la tête de l'Agglomération, à la surprise générale, car vous aviez promis d'être Maire à temps plein. En même temps, vous étiez le seul à vous présenter – j'avais même voté pour vous, alors que tout le monde pensait qu'il s'agissait de Madame BRISSAUD. J'avais dissuadé à cette époque Madame JAMET de se présenter car l'Agglomération devait rester apolitique et garder cet état d'esprit de coopération entre communes, comme l'indiquent les textes de loi et comme vous le dites si bien (un établissement public de coopération intercommunale, un EPCI).

Le 24 octobre, vous actez à une large majorité, sauf deux voix (celles de Madame JAMET et moi-même), la création de la future Métropole, qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2015 et qui aujourd'hui s'appelle « *Montpellier Méditerranée Métropole* ». Nous n'avions pas voté ce passage à la Métropole, tout simplement parce que nous savions déjà à cette époque que nous ne serions plus dans le même état d'esprit de coopération et ce, malgré le fameux pacte de confiance. L'histoire nous donne encore raison.

Mais au-delà de ce sentiment, sentiment qui nous et qui vous dépasse aujourd'hui, nous savions aussi que l'ensemble des communes ici présentes regretteraient leur décision de vous avoir donné une part de leur souveraineté, de leurs compétences et surtout de vous avoir fait confiance, malgré ce fameux pacte de confiance. Aujourd'hui, Monsieur le Président, avec cette affaire, qui peut paraître anodine, comme une simple formalité (une modification des délégations permanentes) vous nous demandez d'élargir un peu plus votre champ de compétences en termes de patrimoine, d'urbanisme, de finances, de commande publique, de gestion du personnel, de contentieux. Bref, encore une énième formalité, même en termes de vote. Sauf que, Monsieur le Président, cette formalité ne sera qu'une victoire supplémentaire de votre « *politique autrement* ».

Ce qu'il faudra retenir, c'est le résultat de ce vote. Résultat qui, pour moi, exprimera clairement la confiance que porte aujourd'hui l'ensemble des élus ici présents, mais surtout l'ensemble des Maires de notre Métropole qui, pour certains, s'expriment beaucoup dans les journaux et peu en hémicycle. Pour terminer, je tiens à vous préciser que je voterai « *contre* », non pas contre l'état d'esprit de coopération entre les communes, du moins ce qu'il en reste, mais bien contre vous, contre cette politique à la Jean-Marc AUBERT que vous nous proposez, et ce depuis que la Métropole existe. Merci de m'avoir écouté jusqu'au bout, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Qui est contre ?... Ben votez contre ! Il faut que ce soit moi qui vous le dise ! Vous n'avez pas levé la main ! Vous avez été ému par vos propres propos. C'est vous dire s'ils sont ancrés dans votre psyché ou complètement dénaturés. Qui s'abstient ? Adoptée, moins une voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 1 voix

A voté contre : M. Djamel BOUMAAZ.

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 7 : HORS COMMISSION - ORGANISMES EXTERIEURS - CREATION D'UNE SOCIETE PUBLIQUE LOCALE "OCCITANIE EVENTS" - STATUTS - PRISE DE PARTICIPATION - DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION

M. D. BOUMAAZ sort de séance.

Monsieur le Président

Alors, je reprends Montpellier Events. Je vous refais l'histoire ou vous la connaissez ? Je vous refais l'histoire ! Les Délégations de Service Public (DSP) arrivent à terme. Avec la Région Occitanie, nous nous étions entendus sur le schéma suivant : on divise en deux la Société Publique Locale (SPL), une à gouvernance régionale où la Métropole avait la minorité de blocage, et qui possédait le Parc des Expositions et l'Arena ; une autre, son pendant, qui possède le Corum et le Zénith, où nous détenons la majorité et la Région, la minorité de blocage ; pour ne pas dissocier les quatre équipements culturels qui travaillent ensemble. Par-dessus, un Groupement d'Intérêt Economique (GIE) et un seul directeur. Il se trouve que la Région a changé d'avis et a souhaité reprendre la SPL et les locaux du Parc des Expositions et de l'Arena dont elle est propriétaire, ce qui est normal. Ils nous ont proposé de faire la même chose, c'est-à-dire de créer une SPL, mais plus dans le cadre de la minorité de blocage, mais avec une Région ultra majoritaire et la Métropole, avec une seule voix au conseil d'administration. D'autres structures seront présentes avec la Région (le Conseil départemental, la Ville de Pérols). Mais dans les SPL, il ne peut s'agir que de collectivités. C'est le vœu de la Région. Alléluia, qu'il soit exaucé ! Nous sommes d'accord. Ainsi, il faut que nous nommions un administrateur pour représenter les parts que nous posséderons à l'intérieur de la SPL. De notre côté, nous ferons la même chose ou quelque chose de similaire dans les formes. Nous avons l'accord de la Région pour cela. Je vous propose, pour nous représenter, la candidature de Mademoiselle Maud BODKIN. Y a-t-il d'autres candidats ? Madame CASSAR.

Michelle CASSAR

Notre groupe de Coopération Métropolitaine propose la candidature de Cyril MEUNIER.

Monsieur le Président

Voulez-vous un vote secret ou à main levée ? Qui demande un vote secret ? Personne. Alors, à main levée. Il y a donc deux candidats : Monsieur Cyril MEUNIER et Mademoiselle Maud BODKIN. Je fais voter en premier la candidature de Monsieur Cyril MEUNIER : qui est pour Monsieur Cyril MEUNIER ? Gardez bien les bras levés. 19 pour Monsieur MEUNIER. Ne votez pas deux fois. Qui est pour Mademoiselle BODKIN ? On considérera le reste des présents, si vous êtes d'accord... Non, vous avez raison : y a-t-il des abstentions ? Nous allons noter les abstentions. Attendez, je fais revoter. Vous avez complètement raison sur la forme, Monsieur RAYMOND. Qui s'abstient ? Neuf abstentions. 19 voix pour Monsieur MEUNIER, 9 abstentions et le reste pour Mademoiselle BODKIN. Mademoiselle BODKIN est élue.

A l'issue d'un vote à main levée, Madame Maud BODKIN est élue avec 59 voix, la candidature de Monsieur Cyril Meunier ayant recueilli 19 voix.

9 élus se sont abstenus.

A l'issue d'un vote à main levée, les autres dispositions de la présente délibération sont adoptées à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 8 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - PROJET ARRETE DU SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE (SCoT) REVISE DU PAYS DE L'OR - AVIS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Monsieur le Président

Je vais vous expliquer cette affaire. En tant que collectivité et intercommunalité limitrophe du Pays de l'Or, nous devons apporter notre jugement sur la qualité du projet de SCoT du Pays de l'Or, comme cette dernière donne son avis sur celui de la Métropole. Telle est la loi.

Il se trouve que nous sommes d'accord sur tout, sauf sur une erreur matérielle qui a prolongé une transparence venant de Valergues sur notre propre territoire. C'est-à-dire : ils ont fait déborder le SCoT sur notre territoire métropolitain. Nous l'avons signalé au Préfet et nous nous sommes mis d'accord sur l'énoncé de la délibération suivant : nous sommes d'accord avec le projet de SCoT de l'Etang de l'Or, sous réserve de la modification de l'erreur matérielle, puisqu'ils ont marqué de leur projet, une zone hors de leur territoire. Qui demande la parole ?

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 9 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - PROJETS DE RENOUVELLEMENT URBAIN DU QUARTIER DE LA MOSSON - DEFINITION DES OBJECTIFS ET DES MODALITES DE CONCERTATION PUBLIQUE AU TITRE DES ARTICLES L.103-2 ET SUIVANTS DU CODE DE L'URBANISME

Monsieur le Président

Il s'agit là des premières délibérations sur le projet Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU). Il s'agit pour nous de voter les modalités de concertation. Les principes fondateurs que nous avons établi avec l'équipe d'architectes et d'urbanistes retenue qui s'appelle « Passagers des villes » a déterminé quatre axes importants : ouvrir le quartier, favoriser l'activité, augmenter la qualité de vie et rendre plus connecté le quartier Paillade-Mosson. Tels sont les axes de travail. L'équipe a été choisie à l'issue d'un dialogue compétitif. La concertation se tiendra par une assemblée publique que je présiderai avant Noël, avant la fin de l'année pour expliquer les grands partis d'aménagement. Je dis bien « *les grands partis d'aménagement* » : ici, on ouvre l'espace public ; ici, on donne la priorité à l'activité ; ici, à l'environnement. Nous en discuterons avec la population et avec les Conseils de quartier. Deuxième point : nous mettons en place des *quick wins* qui sont, avec Passagers des villes, une façon nouvelle de concerter par petits groupes d'habitants, des réunions spécifiques avec les Conseils citoyens Hauts de Massane et Mosson. Enfin, aura lieu la réunion publique dont j'ai parlé tout à l'heure.

Le calendrier de signature avec l'ANRU : je rappelle que la signature du protocole initial avec l'ANRU en décembre 2016 s'étend jusqu'à la fin 2018. Je l'avais signé avec Myriam EL KHOMRI, alors Secrétaire d'État à la Politique de la ville. L'avenant n°1 au protocole est en cours de signature pour proroger la durée du protocole (puisque'il s'arrête fin 2018). L'avenant n°2 de pré-conventionnement est en cours d'élaboration d'ici la fin de 2018. Et seront prises en compte, les opérations et études engagées sur le quartier Mosson du second semestre 2018 jusqu'en 2020 ; seront intégrés le stade de la Mosson, la Mosson Sud, Saint-Paul (que nous avons ajouté), le centre nautique Neptune, le gymnase Coubertin, les groupes scolaires dont certains sont à reconstruire, les espaces publics et la préfiguration de la Maison du projet qui sera le lieu de la concertation permanente du dossier ANRU dans le quartier. À cet instant-là, je défendrai évidemment le dossier à Paris devant le Comité d'engagement de l'ANRU et son directeur, Monsieur Nicolas GRIVEL. Nous pourrions arriver à un protocole d'engagement définitif pour l'ANRU dans le cours de l'année 2020. Qui demande la parole ? Monsieur REVOL.

René REVOL

Il s'agit là d'une délibération importante, je la voterai. Je trouve que les principes qui ont été annoncés sont tout à fait excellents. Il faut à présent les finaliser. C'est un enjeu non seulement pour la Ville de Montpellier, mais aussi pour la Métropole. Étant Maire d'une Commune qui est limitrophe de ce quartier avec lequel nous avons des relations étroites dans beaucoup de domaines, je pense qu'il est important de pouvoir le soutenir. J'émetts une petite inquiétude parce qu'à la suite de la présentation du rapport BORLOO au printemps dernier, on nous annonçait une baisse des crédits attribués aux plans ANRU à l'échelle nationale. Il va falloir se battre parce que je pense que nous rentrons, dans ce dossier ANRU, dans une période de vaches maigres. Je tiens ici aussi à saluer les habitants de la Mosson et des Hauts de Massane qui, à chaque fois que nous faisons une réunion pour un aménagement proche des Hauts de Massane, dans le quartier de la Valsière, n'hésitent pas à venir participer et à être très positifs dans les installations. Donc, je pense que tout le monde a intérêt à se mettre ensemble sur un tel dossier.

Monsieur le Président

Merci Monsieur REVOL. Qui demande la parole ? Sur les fonds de l'ANRU, le Gouvernement a expliqué qu'il les augmenterait très largement, jusqu'à les doubler. Madame la Députée, vous confirmez ?

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 10 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - PROJETS DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE LA COPROPRIETE DES CEVENNES - DEFINITION DES OBJECTIFS ET DES MODALITES DE CONCERTATION AU TITRE DES ARTICLES L.103-2 ET SUIVANTS DU CODE DE L'URBANISME

Mme S. JANNIN sort de séance.

Monsieur le Président

Le dossier sur les Cévennes est un dossier ANRU régional. Il concerne à la fois les voiries, l'espace public. Il concerne également le bail commercial qui a besoin d'être rénové totalement. Il présentera avec l'Agence nationale de l'habitat (Anah) ce que l'on appelle un « *dispositif Anah renforcé* » qui permet d'attribuer des subventions plus importantes à chacun des habitants des Cévennes pour restaurer son appartement. Qui demande la parole ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 11 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE, LA SA3M ET LA SOCIETE HELENIS - OPERATION "NAMASTE" SITUEE RUE LUIS BARRAGAN - QUARTIER DE LA POMPIGNANE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

AFFAIRE N° 12 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) MAS DE COURPOUYRAN - BACOTEC - COMMUNE DE JUVIGNAC - APPROBATION DU PROJET DE CONVENTION INITIALE - INSCRIPTION DES CREDITS CORRESPONDANTS AU BUDGET DE LA METROPOLE - APPROBATION DE LA CONVENTION DE REVERSEMENT AVEC LA COMMUNE DE JUVIGNAC - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 13 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) "LES SALINIERS" - PROMECIA - COMMUNE DE MURVIEL-LES-MONTPPELLIER - APPROBATION DU PROJET DE CONVENTION INITIALE - INSCRIPTION DES CREDITS CORRESPONDANTS AU BUDGET DE LA METROPOLE - APPROBATION DE LA CONVENTION DE REVERSEMENT AVEC LE SYNDICAT DU BAS LANGUEDOC (SBL) - AUTORISATION DE SIGNATURE

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-Marc ALAUZET, M. Jean-François AUDRIN, M. Thierry BREYSSE, M. Roger CAIZERGUES, Mme Michelle CASSAR, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Isabelle GUIRAUD, Mme Régine ILLAIRE, M. Laurent JAOUL, M. Jean-Marc LUSSERT, Mme Patricia MIRALLES, M. Joël VERA.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 12 voix

AFFAIRE N° 14 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - PROJET URBAIN PARTENARIAL (PUP) LINKCITY - COMMUNE DE FABREGUES - APPROBATION DU PROJET DE CONVENTION INITIALE - APPROBATION DE LA CONVENTIONS DE REVERSEMENT AVEC LA COMMUNE DE FABREGUES - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Monsieur le Président

Je voudrai en profiter, tant que l'on parle de Fabrègues, pour remercier Mylène FOURCADE qui nous a magnifiquement représenté lors de la réunion des Villes du pacte de Milan à Tel-Aviv. J'annonce à l'assemblée que j'ai candidaté pour recevoir les Villes, soit en 2019, soit en 2020, à Montpellier.

AFFAIRE N° 15 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - COMMUNE DE MONTPELLIER - PROGRAMMES D'AMENAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE) - "MARQUEROSE", "SAINT LAZARE", "SECTEUR DE L'ALLEE DU TIERS ETAT" - REVERSEMENT A MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE DES PRODUITS DES PAE PERÇUS PAR LA VILLE DE MONTPELLIER

Monsieur le Président

Qui demande des explications ? Je vous rappelle que le PAE est l'ancêtre du PUP, pour ceux qui aiment les lettres.

Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 16 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - INSTAURATION DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN (DPU) - COMMUNE DE LATTES

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 17 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - COMMUNE DE MONTPELLIER - AMENAGEMENT DU QUARTIER CAMBACERES - CESSION DE DIVERSES PARCELLES POUR LA REALISATION DE LA ZAC 1

Mme S. JANNIN entre en séance.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

AFFAIRE N° 18 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - COMMUNE DE MONTPELLIER - AMENAGEMENT DU QUARTIER DE LA POMPIGNANE - CESSION DES PARCELLES RR N°81 ET 33 CONSTITUANT LE DOMAINE DE LA POMPIGNANE A LA SA3M

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix
Contre : 0 voix
Abstentions : 2 voix
Se sont abstenus : MM. Hervé MARTIN et Jean-Pierre MOURE.
Ne prend pas part au vote : 1 voix

AFFAIRE N° 19 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - MODALITES DE MISE A DISPOSITION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°3 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE LA COMMUNE DE CASTELNAU-LE-LEZ

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix
Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix
Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 20 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - COMMUNE DE COURNONSEC - MODIFICATION N°3 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - APPROBATION

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix
Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix
Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 21 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - COMMUNE DE PEROLS - MODIFICATION N°7 DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - APPROBATION DU PROJET

Monsieur le Président

J'ai lu un article dans l'édition numérique de *Midi Libre* hier soir ou avant-hier, qui n'a pas été retranscrit dans l'édition papier, qui expliquait, sous la plume de Monsieur Karim MAOUDJ, que Nexity ne pouvait pas faire la réhabilitation du centre commercial du Parc à ballons parce que la Ville lui mettait des bâtons dans les roues. *Fake news* ! Je rappelle à ceux qui connaissent un peu l'urbanisme que quand il y a des projets de réhabilitation urbains, ils entraînent la majorité du temps des modifications simples du Plan Local d'Urbanisme (PLU), et que les grandes Villes font une modification du PLU tous les ans, justement pour permettre « *l'affinage urbain* », comme le disait Raymond DUGRAND, pour pouvoir faire émerger les projets, surtout quand cela concerne des friches urbaines en mauvais état. Voilà, prière de se renseigner auprès de la source ! Que cela ne fasse pas comme le sondage !

Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix
Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix
Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 22 : PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER - COMMUNE DE RESTINCLIERES - MODIFICATION DU PERIMETRE DELIMITE DES ABORDS DE LA CHAPELLE NOTRE-DAME-DE-LA-PITIE - ACCORD

Monsieur le Président

En parlant de sondage, un article fraîchement sorti explique que Monsieur ALTRAD ne veut plus être candidat. Mais alors que se passe-t-il ? Monsieur GRAND, vous vous êtes démené pour rien, le jour du Cercle Mozart, en faisant du porte-à-porte. Cela ne vous a servi à rien, vous avez perdu votre énergie. Consacrez-là à la Métropole. Soutenez-nous au Sénat, dans les instances du Parlement ! Cela sera plus utile. Ainsi, vous pourrez tranquillement vous regarder en face.

Affaire n° 22, commune de Restinclières : Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 23 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - CPER 2015-2020 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A L'INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE AGRONOMIQUE (INRA) POUR LE PROJET ARCAD3 - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ? Adoptée.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Guy BARRAL.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

AFFAIRE N° 24 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - CPER 2015-2020 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A L'UNIVERSITE PAUL VALERY POUR LE PROJET CEPS - CONVENTION DE FINANCEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Toujours le Contrat de Plan Etat-Région (CPER). Il s'agit de l'attribution d'une subvention à l'université Paul Valéry pour le projet CEPS et de la convention de financement. Qui demande des explications auprès du rapporteur, Chantal MARION ? La somme est de 150 000 euros. 150 000 euros, une fois ! 150 000 euros, deux fois !

Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 25 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - CPER 2015-2020 - ATTRIBUTION DE SUBVENTION AU BUREAU DES RECHERCHES GEOLOGIQUES ET MINIERES (BRGM) POUR LE PROJET DEM'EAUX - AVENANT A LA CONVENTION DE FINANCEMENT

Monsieur le Président

Il s'agit du CPER et de la convention avec le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM).

Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 26 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - CONVENTION 2018 DE PARTENARIAT ET DE FINANCEMENT ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET L'ASSOCIATION "GROUPE SUP DE CO MONTPELLIER BUSINESS SCHOOL" - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Il s'agit de l'aide que nous apportons à Monsieur DELJARRY, pardon à Sup de Co – excusez-moi –, à hauteur de 100 000 euros. Il s'agit d'une aide récurrente (tous les ans). On m'a dit, maintenant que Monsieur ALTRAD ne veut plus être candidat, que Monsieur DELJARRY a pris le relais. Les mauvaises langues disent cela. De notre côté, nous continuons à subventionner la *business school*, parce qu'il faut bien que tous ces étudiants, ces enseignants et ces administratifs vivent ; nous les aidons.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Max LEVITA et Mme Chantal MARION.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 2 voix

AFFAIRE N° 27 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE VILLAGE BY CA - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Nous avons été primés sur BFM Business, grâce au *Business Incubator Center* et dans le *ranking* des incubateurs. *Number 1 : Dublin, Ireland ; number 2 : Montpellier, France ; number 3 : Rio de Janeiro, Brazil.*

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 28 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - ASSOCIATION AIRDIE - SOUTIEN AU FINANCEMENT D'ENTREPRENEURS "ENGAGES" - SUBVENTION - CONVENTION - AVENANT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 29 : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - SUBVENTION COMMUNAUTE D'UNIVERSITES ET D'ETABLISSEMENTS (COMUE - LRU) - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Il s'agit d'attribution de subventions à la Communauté d'Universités et d'Etablissements (COMUE) pour le fonctionnement annuel et la Maison des Sciences de l'Homme.

La somme est exactement de 38 300 euros pour le fonctionnement annuel, de 75 000 euros pour la Maison des Sciences de l'Homme, de 15 000 euros pour le collège doctoral au travers du CPER et de 10 000 euros pour Pépite-LR.

Je félicite Jules NYSSSEN qui est devenu le nouveau directeur de l'Association des Régions de France, sous la présidence d'Hervé MORIN.

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : M. Philippe SAUREL.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

AFFAIRE N° 30 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - ATTRACTIVITE - WAT FESTIVAL - 28 AU 30 SEPTEMBRE 2018 - AUTORISATION DE SIGNATURE DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 31 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - COMMUNE DE SAINT JEAN DE VEDAS - LAUZE EST - PROCEDURE DE DECLARATION DE PROJET VALANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) - ENGAGEMENT DE LA CONCERTATION PREALABLE AU TITRE DE L'ARTICLE L.121-17 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Monsieur le Président

Contre ? Abstention ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 32 : RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE - SOUTIEN AUX MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Il s'agit de manifestations qui se trouvent au Corum, qui assure les congrès nationaux et internationaux. Cet été, pendant le mois d'août, pour la première fois dans l'histoire du Corum, nous avons eu quatre congrès internationaux.

Un premier congrès porte sur les effets biologiques et sanitaires des rayonnements non ionisants. Vous avez aussi un deuxième congrès sur les journées odontologiques internationales de Montpellier.

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Sabria BOUALLAGA, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Philippe SAUREL, M. Rabii YOUSSEF.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 4 voix

AFFAIRE N° 33 : LOGEMENT - FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT (FSL) - ACTIONS D'INSERTION PAR LE LOGEMENT - AVENANT A LA CONVENTION 2018 AVEC L'ASSOCIATION AMICALE DU NID / LA BABOTTE

Mme S. JANNIN et M. T. BREYSSE sortent de séance.

Monsieur le Président

Il s'agit là des actions d'insertion par le logement et de l'avenant à la convention 2018 pour une valeur de 44 780 euros. Qui demande des explications particulières auprès de la Vice-Présidente, Madame Rosy BUONO ?

Contre ? Abstentions ? Un contre. Pardon ? Madame DARDE, vous voulez la parole ? Prenez la parole, allez-y, je vous en prie.

Catherine DARDE

Je voulais simplement dire que le fonctionnement de ces actions d'insertion par le logement mériterait que nous ayons un jour, un bilan sur l'ensemble des communes de la Métropole – je l'ai dit en commission. Donc, j'aimerais bien qu'à une prochaine séance, l'on puisse avoir ce bilan. Merci.

Monsieur le Président

C'est un « oui » massif, Madame DARDE ! D'autant que ce service marche très bien et que nous avons travaillé en parfaite cohérence avec les services transférés du Département. Donc, Madame BUONO vous le présentera en commission.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 34 : LOGEMENT - PROTOCOLE PARTENARIAL DE LUTTE CONTRE L'HABITAT INDIGNE DANS L'HERAULT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

C'est Monsieur SEGURA qui est aux commandes sur cette affaire. Qui demande la parole ?

Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 35 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 121 LOGEMENTS SOCIAUX A MONTPELLIER - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE / ACM HABITAT - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 7 voix

AFFAIRE N° 37 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 20 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « 5 SENS » - 659 AVENUE DU VAL DE MONTFERRAND A MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM IMMOBILIERE MEDITERRANEE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

MM G. BALAZUN et A. MOYNIER sortent de séance.

Monsieur le Président

Qui demande des précisions auprès de Monsieur SEGURA, Vice-Président ?

Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix
Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix
Ne prend pas part au vote : 0 voix

Monsieur le Président

Je n'ai pas sauté une affaire ? Oui, nous sommes à l'affaire n°37. Non, non, j'ai tout fait voter.

AFFAIRE N° 38 : LOGEMENT - OPERATION "RENOVER POUR UN HABITAT DURABLE ET SOLIDAIRE" 2013-2018 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS POUR LA REHABILITATION D'UN LOGEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE - DELIBERATION N°14977 DU 2 NOVEMBRE 2017 - MODIFICATION

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix
Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix
Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 39 : COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE - PROJET DE SCHEMA DEPARTEMENTAL POUR L'ACCUEIL ET L'HABITAT DES GENS DU VOYAGE 2018-2024 - AVIS DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Mme S. JANNIN et M. T. BREYSSE entrent en séance.

M. C. COUR entre en séance, le pouvoir accordé à Mme I. TOUZARD est annulé.

M. E. PETIT sort de séance.

Monsieur le Président

Madame YAGUE.

Annie YAGUE

Merci Monsieur le Président. Le schéma départemental pour l'accueil des Gens du voyage de l'Hérault, arrêté le 3 janvier 2012 pour une durée de six ans, est arrivé à son terme début 2018. Pour rappel, la loi du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage prévoit l'élaboration et l'approbation, conjointement par le Préfet et le Président du Conseil Départemental, après consultation des collectivités locales et des associations représentant les gens du voyage, d'un schéma d'accueil des gens du voyage dans chaque Département et l'obligation pour les communes de plus de 5 000 habitants de réaliser les aires d'accueil prévues par ce schéma. Le schéma évalue leurs besoins, définit des actions sociales et détermine les lieux d'implantation des structures d'accueil. Par ailleurs, l'évolution constante des besoins des voyageurs et du cadre législatif applicable a créé un nouvel environnement, réinterrogeant la politique d'accueil des gens du voyage. Dans ce contexte, l'État, en lien avec le Département, a engagé l'établissement d'un nouveau schéma pour la période 2018-2024 – le Comité de pilotage de lancement ayant eu lieu en février 2017 – dont la méthodologie a reposé sur une évaluation des interventions menées dans le cadre du schéma en cours, une évaluation des besoins des gens du voyage dans le Département et une définition des enjeux et actions à mettre en œuvre.

Le futur schéma s'organise selon cinq lignes directrices :

- le maintien de la volumétrie globale en termes d'aires d'accueil et de grand passage par rapport au précédent schéma ;
- le remplacement de certaines obligations d'aires d'accueil non réalisées par des obligations de terrains familiaux ou d'habitat adapté ;
- l'affirmation que la localisation des aires procède d'abord du choix des EPCI compétents ;
- l'exigence d'un projet social adossé à tous les équipements et sa mise en œuvre ;
- l'organisation d'une médiation dans l'orientation et la gestion des groupes à l'échelle de chaque ou de

plusieurs EPCI, en lien avec la médiation départementale ; les deux derniers points étant des points nouveaux par rapport à l'ancien schéma.

Ces grandes orientations sont, pour l'essentiel, en pleine adéquation avec les principes définis par Montpellier Méditerranée Métropole, après transfert de la compétence dans sa feuille de route validée en mai 2016 en Conférence des Maires, en présence de Monsieur le Préfet, voire ont pu être inspirés par celles-ci. Ainsi, les obligations en aires d'accueil permanent et de grand passage et en habitats adaptés à disposer sur l'ensemble du territoire de la Métropole sont les suivantes :

- pour les aires d'accueil : 220 places, dont 80 places sont réalisées ;
- pour les aires de grand passage : 680 places, dont 150 sont réalisées.

La mise en réseau des aires existantes ou restant encore à réaliser sur le territoire métropolitain et leur gestion dynamique en régie permettra une action approfondie en direction de ces publics, ne se limitant pas à un simple accueil. Conformément à la loi du 5 juillet 2000, les collectivités locales concernées doivent faire part de leur avis sous 3 mois sur le projet de schéma départemental proposé, avant qu'il ne soit définitivement arrêté par le Préfet et le Président du Conseil Départemental.

La Métropole adhère ainsi pleinement à l'approche proposée par le futur schéma qui met l'accompagnement social au centre du dispositif d'accueil et promeut la qualité du projet social, celui-ci revêtant un caractère obligatoire. Cet accompagnement est le garant du bon fonctionnement des équipements et du maintien d'un climat serein dans les aires d'accueil.

Toutefois, un point dans les dispositions prévues au projet de schéma appelle des observations : la prescription d'une médiation dans l'orientation et la gestion des grands groupes de voyageurs à l'échelle de chaque EPCI, en lien avec la médiation départementale sous-entend l'organisation à l'avenir d'une médiation à deux niveaux, local et départemental. Montpellier Méditerranée Métropole est favorable à une seule mission départementale, plus économe des deniers publics, qui doit permettre de gérer sur un territoire plus vaste que la seule Métropole, les mouvements possibles ou envisagés. À tout le moins, l'articulation médiation départementale/médiation locale mériterait d'être précisée.

Pour mémoire, le cofinancement actuel sur cette mission départementale est d'un montant de 20 000 euros pour la Métropole, 20 000 euros pour le Conseil Départemental et 30 000 euros pour l'État. J'insiste sur ce cofinancement. Dans le cas où il nous faudrait faire une mission locale, l'on se verrait obligé de financer deux fois cette mission, au titre du Département et au titre de la Métropole. Rappelons que la médiation qui fait appel à la négociation constitue une mission distincte de la gestion des aires et de leurs équipements, qui nécessite fermeté et autorité dans la mesure du possible.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir émettre un avis favorable sur le projet de schéma départemental pour l'accueil et l'habitat des gens du voyage 2018-2024 soumis par l'État, sous réserve de la prise en compte des observations formulées sur le confortement de la médiation départementale, actuellement en place dans l'Hérault.

Monsieur le Président

Merci Madame YAGUE. Avant d'ouvrir le débat sur cette question, Madame GALABRUN avait raison : ce n'est pas l'affaire n° 35 que j'ai « sautée », mais l'affaire n° 36 sur la construction de 41 logements sociaux et la résidence « Les Carrières de l'Ort », à Juvignac.

AFFAIRE N° 36 : LOGEMENT - CONSTRUCTION DE 41 LOGEMENTS SOCIAUX - RESIDENCE « LES CARRIERES DE L'ORT » CHEMIN DU PERRE A JUVIGNAC - GARANTIE D'EMPRUNTS A LA SA D'HLM IMMOBILIERE MEDITERRANEE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Monsieur le Président

Nous repassons à l'affaire n° 39. Qui demande la parole sur l'exposé de Madame YAGUE ? Je vais prendre les demandes : Monsieur MEUNIER, Madame DARDE, Monsieur RICO. Monsieur MEUNIER.

Cyril MEUNIER

Monsieur le Président, vous tous chers collègues, ce problème nous a encombrés tout l'été, celui de la gestion des gens du voyage et les actions de médiation, dont Madame YAGUE vient de nous parler. Nous en connaissons évidemment l'utilité de la médiation mais nous en connaissons aussi considérablement les limites. Je ne voudrais pas parler de la gestion des grandes caravanes, en particulier évangélistes : celles-ci, nous savons comment les gérer. Nous avons deux aires de grand passage, celle de Mauguio et celle de Lattes. Il est difficile, comme d'habitude, de les contraindre ou de les amener à les utiliser ; ils préfèrent aller sur des terrains, y compris juste à côté, comme cela arrive souvent sur la commune de Mauguio. Mais nous avons aujourd'hui sur ce sujet un certain retour d'expérience qui fait que nous arrivons à peu près à les gérer. Ceci étant, il ne faut pas se mentir, la réalité du dossier repose sur le fait que chacune de nos communes est obligée de faire des frais annexes supérieurs à la mise en œuvre de ces équipements qui sont demandés par le schéma départemental, pour celles qui se sont mises en règle avec la loi – ce qui est le cas de Lattes. De plus, nous devons protéger l'ensemble de nos parcs et de nos espaces publics. Car si l'on ne met pas en place des mesures de protection sérieuses, les gens du voyage préfèrent les occuper, que d'aller sur les aires qui leur sont réservées.

Depuis à peu près cinq ans, nous avons, principalement sur Montpellier, Pérols et Lattes et parfois sur d'autres communes, cinq familles qui ont décidé de s'installer et qui, au mépris de toutes règles, au mépris de tout respect des collectivités comme de nos concitoyens, font des sauts de puce d'une zone à une autre, desquelles nous arrivons à les faire sortir. Si au niveau de la commune de Lattes, nous sommes en règle avec la loi et nous arrivons à les faire sortir en une semaine, ce n'est pas le cas malheureusement chez mes deux autres voisins qui doivent les supporter beaucoup plus longtemps. Nous sommes vraiment « pollués » par ces cinq familles et aujourd'hui nous sommes totalement démunis par rapport à l'impression que cela laisse à nos concitoyens, à nos commerçants puisqu'ils s'installent sur les zones commerciales, ce qui génère une baisse de chiffre d'affaires de l'ordre de 20 à 30 % et des risques.

Nous sommes totalement démunis non seulement par rapport à leur implantation, mais surtout par rapport aux actes et aux faits que cela génère. Nous avons des actes de racket, nous avons des actes de vol dans les magasins ; nous enregistrons des actes de racket dans les magasins, sur des clients. Nous notons des actes d'intimidation qui se passent par ces personnes dans nos zones commerciales. Et malgré les plaintes déposées par les clients, par les personnels des magasins, par les communes, par les responsables de ces structures commerciales, nous n'avons aucun suivi.

J'ai fait la même réflexion au niveau du Conseil Départemental. Il est nécessaire que nous soyons unis par rapport à ces cinq groupes et que nous fassions remonter à l'État une demande pressante d'intervention. Je suis très étonné que cela n'ait pas dégénéré – cela a dégénéré à certains moments, mais pas à un point de non-retour –, que nous n'ayons pas eu encore des conséquences fâcheuses, voire catastrophiques. Mais cela va dégénérer entre les commerçants, les clients et ces personnes qui ne respectent en rien les règles de notre République.

Donc je demande à Monsieur le Président, ici présent, de bien vouloir intervenir en son nom de Président de la Métropole, responsable de la mise en œuvre du schéma départemental sur son territoire, auprès de l'État, du Préfet et du Procureur afin qu'ils prennent leurs responsabilités quant à la gestion de ce dossier. Je suis prêt, Monsieur le Président, à vous donner la dizaine de lettres que j'ai envoyées, les différentes plaintes déposées par nos concitoyens et nos commerçants. Nous sommes aujourd'hui, je le pense, à la limite d'un point de rupture, puisque contrairement aux autres occupations que l'on connaît, ces personnes ne partent pas et restent 365 jours sur 365 ; elles continuent leurs méfaits tout au long de l'année. Je vous remercie de m'avoir écouté.

Monsieur le Président

Merci Monsieur MEUNIER. Madame DARDE.

Catherine DARDE

Monsieur le Président, mes chers collègues, je voudrais intervenir sur ce sujet qui concerne effectivement le schéma départemental pour les gens du voyage. Je constate que, depuis que nous avons mis en œuvre ce schéma, c'est-à-dire depuis le premier schéma qui datait de 2016, nous sommes quasiment au même stade.

Bien que les obligations légales nous aient imposé l'élaboration d'un nouveau schéma avec l'État, nous en sommes exactement au même point. En septembre 2016, nous avons donné un mandat à la SA3M pour la mise à disposition de foncier, dans les 6 à 30 mois. Nous avons voté, vous vous en souvenez mes chers collègues, une enveloppe prévisionnelle de 12 229 000 euros de travaux pour les 10 aires que nous avons, avec beaucoup d'ambition, inscrites dans notre schéma. J'aimerais savoir aujourd'hui où nous en sommes sur l'édition de ce mandat à la SA3M, sachant que nos obligations demeurent et qu'elles sont même légèrement supérieures.

Par ailleurs, vous parlez d'une mise en réseau des aires existantes. D'abord, pour les mettre en réseau, il faudrait en construire plus que les deux qui existent actuellement – je parle des aires d'accueil. Vous précisez dans votre rapport qu'il ne faut pas se limiter à un simple accueil. Je rappelle que l'aire intercommunale qui existe depuis de nombreuses années sur Castelnau (entre les différentes communes du secteur) ne se contentait pas, et j'espère qu'elle continue, de faire simplement de l'accueil ; sur cette aire intercommunale, nous avons mis en place une approche sociale avec l'aide d'un travailleur social, avec les services de la PMI du Département, avec l'accompagnement à la scolarisation des enfants dans les écoles du Crès et de Castelnau. Donc, je ne sais pas où le « *simple accueil* » existe, mais en tout cas pas sur celle-ci.

Par ailleurs, dernier point, la domiciliation : nous y sommes favorables. J'attends toujours que vous puissiez nous réunir (les différents CCAS et communes) pour voir comment nous pouvons travailler ensemble sur la domiciliation, si vous souhaitez créer en plus une domiciliation harmonisée. Quant à la mission de médiation départementale, j'entends les observations que vous faites. Vous savez que pour les aires de grand passage, nous avons tous besoin de travailler en bonne synergie entre les collectivités, parce que les grands passages, comme tout le monde le sait, traversent des territoires. Donc, il est important d'avoir une vision cohérente sur ces territoires. Je ne sais pas quel est le montant que le Département souhaite que vous mettiez en place sur cette mission départementale, mais je pense qu'il faut avoir une vision territoriale commune pour essayer d'anticiper ces grands passages qui traversent notre territoire. Donc ma question de fond est la suivante : depuis que nous avons voté ce premier schéma qui est à présent reconduit, l'on peut se demander qui porte la mise en œuvre de ce schéma à la Métropole parce que j'ai tout de même le sentiment que cela n'a pas beaucoup bougé. Merci.

Monsieur le Président

Madame YAGUE va vous répondre. Monsieur RICO.

Jean-Pierre RICO

Monsieur le Président, chers collègues, sur ce sujet, tout d'abord, la Ville de Pérols adhère pleinement à cette délibération. Je voudrais pour ma part remercier tout particulièrement les services de la Métropole puisque j'ai signé cette semaine le permis de construire pour l'aire de grand passage de 150 caravanes sur ma Commune, à Pérols. Il s'est agi d'un travail de longue haleine, puisqu'il a fallu, sur des terrains appartenant à la Métropole, négocier de longues semaines avec les services de l'État pour enfin pouvoir obtenir leur validation et soumettre cette semaine à signature le permis de construire. Donc, nous pouvons espérer que pour l'été prochain, elle sera opérationnelle – les travaux et le financement sont prévus. Donc merci à la Métropole !

Je rebondis également sur les propos de Cyril MEUNIER, propos auxquels j'adhère totalement. Je ferai un petit rappel, je le fais un peu systématiquement : nous sommes en train de parler des gens du voyage. Or dans les gens du voyage, vous avez les gitans, les tziganes, les manouches, les évangélistes, les gens du cirque, les gens des manèges, les gens des foires. Et vous avez une autre catégorie d'individus, qu'évoquait Cyril MEUNIER, qui sont communément appelés ici par les autorités de tutelle « *les Hongrois* », mais qui sont tous français comme vous et moi. Il s'agit effectivement de cinq familles qui n'arrivent même pas à s'entendre ; ils ne voyagent pas, mais ils errent depuis plusieurs années entre Montpellier, Lattes et Pérols. Je confirme toutes les exactions qui ont été signalées par mon collègue de Lattes. Aujourd'hui, nous sommes dans une situation qui est devenue intenable. Notre souhait serait que le Procureur de la République puisse se saisir de ce problème, non pas au cas par cas, affaire par affaire, mais qu'il puisse traiter un problème de sécurité publique au sens large du terme. En complément de ce qu'a évoqué Cyril MEUNIER, à la fermeture des commerces, je suis obligé d'envoyer ma police municipale pour aller protéger les commerçants qui travaillent, essentiellement des femmes et des jeunes femmes, pour protéger les gérants, de façon à ce que l'on ne leur pique pas la caisse. Il m'est arrivé d'exfiltrer des gérants d'établissement ou des personnels d'établissement pour les emmener au poste de police, parce que les époux voulaient venir les chercher le soir, armés. Nous sommes arrivés à un point de rupture le plus total.

Aujourd'hui, la situation est devenue intenable ; elle est inexplicable aux populations, elle est inexplicable aux commerçants, aux acteurs économiques. Et comme mon collègue Cyril MEUNIER, je pense qu'il va arriver un grave problème avec cette population spécifique.

Monsieur le Président

Merci Monsieur RICO. Madame YAGUE.

Annie YAGUE

Sur les points soulevés par Monsieur MEUNIER et Monsieur RICO, il m'est très difficile de répondre, parce que comme vous le savez, l'expulsion de ces personnes, qui voyagent d'un point à un autre, relève de la compétence de l'État. À cette occasion, je voudrais rappeler que notre compétence concerne bien la gestion des aires des gens du voyage et non pas la gestion des populations. Après, ces populations sont hors-la-loi. Quand ils sont installés sur des terrains qui appartiennent à la Métropole, la Métropole fait le nécessaire auprès de l'État, auprès du Procureur pour déposer plainte et demander l'intervention de l'ordre public. Quand il s'agit de terrains communaux, il est vrai que cela retombe sur les épaules du Maire, qui doit gérer sur sa propre Commune ces installations sauvages. Bien sûr, je m'associe à eux pour dire que les situations sont compliquées. Pendant tout l'été, toutes les semaines, des réunions ont eu lieu auprès de la Préfecture pour essayer de chercher des solutions. À l'heure actuelle, nous sommes obligés de gérer au jour le jour, au moment des arrivées, au cas par cas, cette problématique. Le fait de ne pas être encore en adéquation avec le schéma qui a été décrit est un problème. À mon sens, toutefois, ces populations, comme l'ont dit Monsieur MEUNIER et Monsieur RICO, ne souhaitent pas aller sur ces aires qui sont à leur disposition ; elles veulent rester sur des terrains sauvages et refusent de se conformer aux règles du terrain.

Madame DARDE, où en sommes-nous par rapport aux terrains prévus par le schéma départemental ? Je suis étonnée que vous vous étonniez que pendant un an, nous n'ayons pas finalisé ce schéma. Je vous rappelle au passage que vous avez eu trois ans pour le faire !

Catherine DARDE

Propos tenus hors micro.

Monsieur le Président

Non, Madame DARDE, vous n'avez rien fait. Aujourd'hui, nous avons matérialisé tous les terrains que nous allons mettre à disposition, soit pour les aires de grand passage, soit pour les aires d'accueil, ce qui n'avait pas été fait. Un seul terrain est en attente, celui prévu à Saint Georges d'Orques, parce qu'il a été refusé pour un problème de risque aux feux. Tous les autres vont être matérialisés. Celui de Pérols va être réalisé très prochainement. Vous devez très bien le savoir : une négociation est en cours avec le service de la Préfecture. Cela n'est pas facile, parce que plusieurs services à l'intérieur de la Préfecture interviennent et ne sont pas toujours d'accord sur les solutions à proposer. Donc, cela prend du temps. Nous avons cependant avancé.

Sur le travail social, oui, Madame DARDE, votre aire d'accueil prévoyait l'intervention d'un travailleur social. Je voudrais quand même vous rappeler que ce travailleur social travaillait dans des conditions qui n'étaient pas acceptables, qu'il avait été mis dans une espèce de caravane, dans un Algeco de mauvaise qualité, dira-t-on, où le travail social n'était pas possible parce qu'il y faisait très chaud l'été et très froid l'hiver. Donc, demander à un travailleur social d'intervenir auprès de populations en difficulté dans des conditions pareilles, excusez-moi mais ce n'est pas ma vision du travail social. D'autre part, nous avons milité pour qu'il y ait un vrai travail social fait auprès de ces populations. La Préfecture, le Département a accédé à notre demande, puisqu'aujourd'hui, un vrai travail social sera fait auprès de ces populations, qui leur permettra d'accéder à leurs droits pour tout le territoire et pas seulement sur Castelnau-le-Lez.

La domiciliation est déjà mise en place sur l'aire d'accueil de Montpellier, et nous allons l'élargir. Ne vous inquiétez pas, nous ferons appel au CCAS de Castelnau-le-Lez, quand ce travail sur la domiciliation aura été mis en place. Je vous rappelle que ce schéma n'est pas encore adopté, et que nous attendrons l'adoption définitive de ce nouveau schéma pour partir sur les pistes que je viens de vous proposer. Quant à la mise en synergie, Madame DARDE, vous l'avez dit : vous faisiez un travail social à Castelnau. Nous faisons un vrai travail social sur l'aire de Bionne, nous allons continuer à le faire. Nous les mettrons en synergie, et nous l'élargirons à chaque fois qu'une aire d'accueil sera prête à accueillir les gens du voyage.

Je ne sais pas si j'ai répondu à toutes vos questions, mais je voudrais vous rappeler encore une fois que vous avez occupé mon poste pendant trois ans et que quand je suis arrivée, je n'ai vu aucun résultat probant. Merci.

Monsieur le Président

Certains me disent qu'on ne fait pas de politique ici ! « *Vous avez occupé mon poste...* » J'adore.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Vous vous affolez pour rien !

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Monsieur le Président

Monsieur MEUNIER, Monsieur RICO, je déjeune avec Monsieur le Préfet, le 27. Je vous propose de lui transmettre, si vous me le permettez...

Cyril MEUNIER

Je ne voudrais pas que l'on se méprenne. Je pense que Jean-Pierre va s'associer à moi. Au niveau de la Préfecture, comme Lattes est en règle avec la loi depuis longtemps, nous n'avons aucune difficulté à avoir les arrêtés dans un temps record. Donc, la Préfecture joue le jeu. Et il faut rendre hommage à la Direction Départementale de la Sécurité Publique (DDSP). Malgré les faibles effectifs dont ils disposent, ils font ce qu'ils peuvent pour les mettre en œuvre quand les gens du voyage ne respectent pas l'arrêté par eux-mêmes. Le gros problème que nous rencontrons aujourd'hui, ce sont les exactions par ces groupes-là. Cela relève du Procureur. Je peux vous montrer, nous avons à peu près ça de plaintes d'individuels, de commerçants, de personnels, de clients et aucune n'a été suivie pendant tout l'été. Il ne s'agit pas de petites plaintes ! C'est du racket, de l'intimidation, du vol, de la mise en insécurité des personnels, etc.

Monsieur le Président

J'ai compris. J'en parlerai d'abord à Monsieur Préfet, parce qu'il s'agit du processus normal. Et le Préfet avertira le Procureur. Oui, oui, Monsieur GRAND, vous pouvez dire un mot. C'est sur le sujet, au moins ?

Jean-Pierre GRAND

Je voulais dire qu'effectivement, il y a un souci dans la loi. La loi prévoit que les arrêtés d'expulsion ne peuvent être réellement pris et appliqués que dans la mesure où l'ensemble de l'intercommunalité est en règle. Naturellement, c'est quelque chose d'insupportable. Nous avons essayé, et j'ai là-dessus un grand nombre d'interventions et de réponses, parce que je travaille pour Castelnau, Le Crès, Clapiers et Jacou qui étaient aussi dans ce cas-là. À partir du moment où nous nous étions mis en règle avant la loi, naturellement on ne voulait pas ne plus être en règle à la suite de l'intercommunalité. Je vous le signale pour l'entretien que vous aurez en Préfecture ou avec le Procureur : *a priori*, nous sommes arrivés à peu près à faire entendre raison à la Préfecture sur l'idée que dès lors que l'on était en règle auparavant, on reste en règle après. Ça, c'est très important, parce que dans le texte, il y avait un vide juridique extrêmement désagréable. Il s'agit là d'interprétation, nous avons fait le job. Ceci dit, au fur et à mesure que les communes et que les secteurs se mettent en règle, il faudrait que cette jurisprudence un peu locale, mais qui me paraît nécessaire, s'applique. Enfin, il faut passer le message à nos collègues parlementaires pour que ce ne soit pas le « *tout ou rien* », et que le législateur, enfin le Gouvernement accepte d'inscrire, dans le véhicule législatif qu'il voudra, un amendement. Nous savons tous que cela va prendre du temps dans la Métropole comme dans bien d'autres Métropoles. Donc, aujourd'hui il faut assouplir cette règle d'ensemble au profit des secteurs qui se mettent en règle. Voilà, je ne vais pas plus loin. Mais c'est l'esprit qui me paraît devoir être retenu dans les conversations des uns et des autres.

Monsieur le Président

Merci Monsieur GRAND. Monsieur RICO.

Jean-Pierre RICO

Oui, Monsieur le Président. Il est vrai qu'aujourd'hui la difficulté face aux autorités porte sur « *ceux qui sont en règle et ceux qui ne le sont pas* ». Honnêtement, ce n'est pas problème ; ce n'est absolument pas un problème. Celui qui est en règle a un arrêté dans les 48 heures. De toute façon, ils ne sont pas expulsés, ils ne sont pas « *expulsables* » – je parle bien de ces populations-là, des fameux « *hongrois* ». Celui qui n'est pas en règle utilise la procédure : constat d'huissier, intervention auprès du juge. Cela prend 15 jours, il perd 15 jours.

Ensuite, il faut présenter l'assignation, l'expulsion, le constat. De toute façon, on aura perdu trois semaines. Mais dans les deux cas, on ne peut pas les expulser. Nous avons vraiment un problème de sécurité publique au sens large du terme. Le Préfet est au courant. J'ai évoqué ce sujet avec lui, ainsi qu'avec Monsieur OTHÉGUY – le Chef de Cabinet était présent, puisque c'est le Chef de Cabinet qui est en charge de ces affaires. Il s'agit davantage d'un problème lié à la justice et d'une action qui doit être menée en direction du Procureur de la République, afin qu'il puisse traiter dans son ensemble cette communauté qui aujourd'hui ne respecte strictement rien.

Monsieur le Président

Merci Monsieur RICO.

AFFAIRE N° 40 : COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE - ACCOMPAGNEMENT DES CONSEILS CITOYENS DU CONTRAT DE VILLE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - DEMANDE DE SUBVENTIONS - APPROBATION

M. JL. MEISSONNIER sort de séance, le pouvoir de Mme A. DESTAILLAITS donné à M. JL. MEISSONNIER est temporairement annulé.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 41 : COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE - ÉVALUATION A MI-PARCOURS DU CONTRAT DE VILLE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - DEMANDE DE SUBVENTIONS - APPROBATION

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès du rapporteur, Annie YAGUE ?

Je mets aux voix. Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 42 : FINANCES - ATTRIBUTIONS DE COMPENSATION 2018 PROVISOIRES AUX COMMUNES SUITE A LA COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES TRANSFERTS DE CHARGES (CLETC) DU 29 MAI 2018

M. P. KRZYZANSKI entre en séance, le pouvoir accordé à M. J. MALEK est annulé.

MM. G. BALAZUN, JL. MEISSONNIER, A. MOYNIER et E. PETIT entrent en séance.

Max LEVITA

Mes chers collègues, effectivement, la Commission Locale d'Évaluation des Transferts des Charges (CLETC) s'est réunie le 29 mai. Elle a pris en compte la mise à jour des AC voiries et espaces publics, le transfert des charges des aires d'accueil des gens du voyage et le transfert de certaines charges concernant Montpellier, ainsi que le transfert de la médiathèque Jules Verne, de Saint Jean de Védas. La CLETC a émis un avis favorable. C'est ce que je vous propose dans les deux textes : l'AC fonctionnement provisoire 2018 et l'AC investissements provisoires 2018.

Une nouvelle CLECT se réunit la semaine prochaine pour prendre en charge de nouveaux transferts de compétences. Simplement, je dois indiquer à mes collègues que la réunion des Maires a enregistré le fait de faire une étude concernant les AC investissements. Cette étude sera faite très prochainement et sera présentée d'abord aux Maires, et ensuite à vous-mêmes.

Monsieur le Président

Merci Monsieur LEVITA. Qui demande la parole ? Monsieur GRAND et Monsieur RAYMOND.

Jean-Pierre GRAND

Très rapidement, vous vous souvenez que j'avais soulevé il y a fort longtemps le sujet des AC qui sont imputées en recettes de fonctionnement, ce qui est très pénalisant pour un certain nombre de communes – pour l'ensemble des communes, mais encore plus pour certaines autres. Vous vous souvenez que j'étais intervenu auprès du Gouvernement ; vous vous souvenez que j'avais reçu un premier courrier qui me donnait raison. Dans ce courrier, un passage n'était pas assez clair. Donc j'avais demandé, suite à la lettre qui m'avait été adressée, une explication au Gouvernement. J'avais demandé au Gouvernement de préciser sa position. Le 28 août dernier, le Gouvernement a précisé par courrier qu'il m'a adressé sa position, ce qui a permis à Max LEVITA, qui avait été assez ferme sur le refus d'aller plus loin pour les raisons que je viens d'expliquer, d'en prendre acte.

Si j'ai bien compris, il y avait une certaine volonté des Maires d'avancer sur cette affaire-là. Comme je ne suis pas à la Conférence des Maires, et pour cause, je n'ai que le compte rendu du Maire de Castelnau. Nous avons fait la proposition suivante, que vous retenez : d'abord, il faut que cette affaire-là soit réglée avant le 31 décembre 2018, même s'il y a des possibilités après (on ne va pas entrer dans les détails). Ensuite il faut que l'on fasse une évaluation et que cette évaluation soit transmise à tous les Maires, pour que tout cela soit fait dans la transparence. Enfin, il faut que cette commission ne soit pas une commission administrative, mais que les directeurs généraux des services de nos communes soient parfaitement associés à ce travail, parce qu'ils sont directement en première ligne sur cette affaire. Après, dans cette affaire-là, nous ne sommes pas dogmatiques. Moi, j'ai fait le job, j'ai obtenu satisfaction de l'État.

Maintenant, Monsieur l'Adjoint chargé des finances, je suis tout à fait d'accord pour que ces choses-là se fassent par étapes. Cela a une incidence financière. On n'est pas là pour mettre les ratios par-dessus tête de la Métropole, même si je rappelle que la Métropole n'est pas une collectivité de plein exercice, mais un EPCI. Donc, à partir du moment où il ne s'agit pas d'une collectivité de plein exercice, mais d'un Établissement Public de Coopération Intercommunale, c'est la Métropole qui est au service des communes (et non les finances des communes au service de la Métropole). C'est quelque chose que j'aimerais un jour que l'on comprenne. J'attire l'attention de nos Maires sur le fait que, à un an et demi des élections municipales – disons deux exercices budgétaires, au moins un exercice entier et un qui commencera en 2020 – leurs opposants seront tous très intéressés par les ratios, même si quelqu'un m'a expliqué que les ratios n'avaient plus aucun intérêt – je lui laisse la responsabilité de cette analyse. Donc, je voulais vous dire que je suis tout à fait d'accord sur le fait qu'il y ait une étude, qu'elle se fasse dans des délais raisonnables (15 jours sont suffisants) et que l'on prenne une décision financière en fonction des résultats des évaluations. Je rappelle que nous vous avons transmis les évaluations. Nous les connaissons ; à 95 %, nous connaissons le résultat Commune par Commune et l'addition finale. Donc, je voulais vous montrer que quand on veut travailler sérieusement, on peut travailler sérieusement.

Monsieur le Président

Monsieur RAYMOND.

Joël RAYMOND

Monsieur le Président, mes chers collègues, trois points par rapport à cette délibération. Premièrement, une attribution de compensation est quelque chose de vivant, donc, je vous remercie de mettre en place chaque année la CLECT pour réviser toute modification ou transfert d'une Commune vers la Métropole, pour pouvoir réviser cette attribution de compensation. Je pense que c'est la bonne solution. On voit qu'elle a augmenté pour l'AC originale, puisque l'on est passé à un peu plus de 56 millions.

Ensuite, je me réjouis de l'AC investissement qui a été mise en place. Cela correspond à une demande du groupe de Coopération Métropolitaine, que nous avons faite au mois de septembre 2017. Cela permet d'accompagner les communes sur des investissements voiries.

Certes, je trouve qu'il y a un déséquilibre puisque cela compense davantage les communes qui ont fait beaucoup d'investissements par rapport au calcul antérieur, que les communes qui n'auraient pas forcément fait beaucoup d'investissements. Donc, c'est un peu le piège de ce critère d'évaluation unique, sur une évaluation pour calculer cette AC nouvelle d'investissement.

Enfin, le dernier point, dont j'ai souvent discuté avec Max en commission Finances et ici-même dans cette Assemblée, c'est la part de l'AC investissement dans l'AC originale – ce que vient d'expliquer Monsieur GRAND. Concernant le petit astérisque qui faisait partie de la loi de 2016 et par rapport aux propos de Max LEVITA – « *si j'ai un autre document que le courrier de Monsieur le Directeur Général des Finances Publiques (DGFIP), l'on reverra la position* », avait-il dit –, je crois qu'aujourd'hui nous avons un courrier qui mentionne bien qu'il est possible, de manière rétroactive, de prendre une part de cette AC dans l'investissement. C'est pourquoi je souscris complètement à l'étude. Je pense qu'il faut le faire vite pour qu'en 2019, nous puissions la mettre en place. Je vous rappelle que la part de l'investissement représente 16,8 millions sur les quelque 54 millions transférés par les communes. Cela permettrait surtout une équité budgétaire pour chacun d'entre nous, dans nos 31 communes. Voilà pourquoi je plaide toujours et encore pour cette solution. Merci.

Monsieur le Président

Merci Monsieur RAYMOND. Monsieur GRAND.

Jean-Pierre GRAND

Une petite précision : je souhaiterais, cher Max, que dans cette étude, il y ait un état d'engagement des AC. Pourquoi je pose cette question ? Parce qu'il a été voté des AC complémentaires et qu'il ne serait pas légal, sous peine de créer une distorsion, qu'une Commune puisse bénéficier d'AC complémentaires (donc de travaux subventionnés pour partie par la Métropole), alors qu'elle n'aurait pas complètement utilisé les AC qu'elle paye à 100 %, qui sont prélevées dans son budget d'investissement. Ce serait trop facile. Ce serait trop facile, illégal et juridiquement, cela poserait plein de problèmes dont j'aurai l'occasion de vous entretenir de façon plus personnelle. Donc, je voudrais aussi que figurent dans ce rapport, l'état d'engagement et aussi celles et ceux qui ont bénéficié d'AC complémentaires, s'il y en a qui en ont bénéficié. Voilà, j'ai fini.

Max LEVITA

Cette dernière demande me laisse perplexe, mais je vais demander au service. L'année n'étant pas terminée, je peux vous donner les réalisations de l'année 2017, mais celles de l'année 2018, c'est un peu compliqué. Nous n'allons pas y revenir, d'abord parce que je suis persuadé que nous sommes un nombre assez limité de personnes intéressées par ce sujet. Ce calcul a été fait par Madame CELIE que je ne remercierais jamais assez pour son engagement.

Deuxièmement, je vous rappelle que je suis également Adjoint aux finances de la Ville de Montpellier, donc j'ai les mêmes problèmes en tant qu'Adjoint aux finances d'une Ville que ceux que vous avez évoqués. Nous avons tout présenté. Vous aviez voté à l'unanimité – à mon grand étonnement, d'ailleurs. Nous vous avons tout indiqué avec une très grande précision, Madame CELIE l'avait indiqué aux DGS. Vous avez été « *gentils* » – je ne sais pas comment l'exprimer – en le votant. Mais à présent, vous voulez que l'on revienne en arrière. Pourquoi pas ! Je veux bien revenir en arrière. Je vous indique quand même que je suis très ennuyé. Je peux faire une analyse assez rapidement pour voir ce qu'il en résulte pour la Métropole. La grande difficulté, c'est de voir la conséquence de la décision, quelle qu'elle soit, sur les années à venir, dans 5 ans et dans 10 ans, parce que nous n'allons pas changer les AC toutes les cinq minutes. J'envisage d'abandonner mes fonctions en 2020...

Monsieur le Président

Ah, non ! Tu es vert comme un poireau, Max !

Max LEVITA

Je ne voudrais pas que mon successeur dise : « *Monsieur LEVITA était bien gentil, mais c'était un universitaire.* » Vous savez qu'il est pratique de dire « *c'est un universitaire* ». Cela veut dire : « *c'est un nul, il ne comprend rien. Il me laisse un héritage compliqué.* » En l'occurrence, je vous indique quand même qu'il va y avoir des modifications, sur les finances des Villes et des Métropoles. À l'heure actuelle, nous sommes en pleine brasse coulée, nous ne savons pas où nous en sommes. Par rapport à ce que vous me demandez, on va voir un exemple. Je vais vous soumettre vraisemblablement plusieurs possibilités, mais je suis assez inquiet. C'est pour cela que je m'en prémunis à l'avance.

Je ne voudrais pas que ceux qui seront là dans trois ou quatre ans disent : « *Monsieur LEVITA, il ramenait sa fraise, mais il était nul. Il nous laisse une situation catastrophique.* » Donc, sous ces réserves... Mais je l'ai dit, et le Président l'a accepté en Conférence des Maires : on a une étude, on vous la donnera. Elle passera bien sûr devant les DGS, et devant les Maires qui sont les seuls aptes à décider de l'orientation.

Monsieur le Président

Monsieur MEUNIER.

Cyril MEUNIER

Cher Max, tu as entièrement raison.

Max LEVITA

Merci Cyril.

Cyril MEUNIER

Tu as entièrement raison. Quand on a fait la Métropole, et nous étions tous convaincus qu'il fallait faire la Métropole pour tenir le rang de Montpellier contre Toulouse et nous adapter à cette grande Région qui nous était imposée, on l'a fait dans le cadre de la loi mal foutue, portant création de ces métropoles et nouvelle organisation territoriale. Nous l'avons fait avec les marges de manœuvre qui étaient les nôtres. Donc, une des problématiques que l'on avait pu relever, c'était cette prise des attributions de compensation en investissement sur les recettes d'investissement qui allaient de fait et comme tu es parallèlement Premier Adjoint et Ministre des finances de la Ville de Montpellier – j'ai retenu depuis la conférence que tu as eue Philippe, je commence à prendre mes marques.

Monsieur le Président

Oui, moi je sais que Josy SCHWARTZ est la Première Adjointe de Saint-Brès.

Cyril MEUNIER

Il n'y a aucun souci.

Monsieur le Président

Je connais les premiers adjoints, les conseillers municipaux, les adjoints, les élus. Je ne connais pas que le Maire.

Cyril MEUNIER

Je continue. Max, comme tu gères aussi les comptes de Montpellier, au même titre que nous, tu t'étais rendu compte que cela allait mettre à mal nos capacités d'autofinancement communales et que cette loi avait ce défaut. Grâce à l'attention d'un certain nombre de personnes et à leur intervention, dont celle de Jean-Pierre, la loi a changé depuis, et nous avons une marge de manœuvre que nous n'avions pas précédemment.

Propos inaudibles

Si si, cela a changé. Quand nous nous en sommes rendu compte, nous sommes bien sûr passés de 100 % à 70 %, en se disant : « *gardons cette marge de manœuvre de 30 %* ». On s'était dit : « *puisque la Métropole va avoir des capacités d'investissement, liées à l'autofinancement, à la capacité d'emprunt, etc., on va mettre en place un plan pluriannuel de travaux, d'équipements qui seront aux limites des compétences communales* ». On a toujours connu cela. On avait arrêté les pics en arrivant. On savait pertinemment qu'il s'agissait d'un des défauts de ces intercommunalités. Donc, on s'était dit qu'on allait mettre un plan pluriannuel et une répartition d'équipements qui allait soulager les communes, quant à la demande de leurs concitoyens. Mais aujourd'hui, quatre ans et demi après le début de ce mandat, cela n'a pas été fait. La contrepartie attendue d'investissements de la Métropole dans nos communes respectives n'a pas eu lieu, que ce soit Montpellier ou n'importe laquelle des communes. Par ailleurs, on l'avait pressenti, mais on n'avait pas vu les dégâts que cela pouvait occasionner dans les communes qui sont plus petites que les quatre ou cinq un peu importantes de notre collectivité.

Aujourd'hui, nous nous retrouvons dans certaines de nos communes, avec des capacités d'autofinancement nulles. Qui dit « *capacités d'autofinancement nulles* », avec tout ce que l'on a dû supporter (baisses de Dotation Globale de Fonctionnement, baisses d'aides, etc.), dit des capacités d'intervention proches de zéro, pour un certain nombre de Maires qui sont présents ici.

Ce n'est pas le cas de Philippe, en tant que Maire ; ce n'est pas mon cas, ce n'est pas le cas de Frédéric LAFFORGUE, ni d'autres. Mais si on laisse la parole aux Maires ici, constituer le budget 2019 va être un vrai casse-tête chinois pour, au minimum, la moitié des Maires ici présents. Donc, soyons attentifs à cela. Arrêtons de dire : « *il y a la loi, il y a ceci ou cela.* » Je pense que ce travail d'étude doit se faire entre nos DGS. Toutes les communes sont inquiètes sur cette affaire-là. Essayons de trouver une cote. Comme l'a dit tout à l'heure Jean-Pierre au nom du groupe de Coopération Métropolitaine. Nous ne sommes pas excessifs, nous n'avons jamais demandé de récupérer 100 %. D'ailleurs, Frédéric LAFFORGUE a pris la parole pour nous, lors de la Conférence des Maires.

Nous avons une proposition de base qui est la suivante : sur les 18 millions que cela représente : remettons 50 % dans les nouvelles possibilités que nous avons, et laissons 50 %, parce que nous avons un esprit métropolitain et que nous ne souhaitons pas déstabiliser la Métropole. Il y a de gros investissements à faire dans les compétences que nous avons ensemble. Je me permets de rebondir sur ce qu'a dit Jean-Pierre, tout à l'heure : revenons à l'essentiel, la Métropole est un EPCI ! Il est là pour que nous gérons tous ensemble, de façon sereine, nos compétences communes, que nous avons volontairement mis en commun, et les grands chantiers qui sont les nôtres. Nous devons jouer la solidarité sur ce sujet-là.

Mais demain matin, Max, quand tu arrêteras, si tant est que tu arrêtes en 2020 tes fonctions, « *vert comme un poireau* » comme tu es, il ne faut pas non plus qu'on te fasse passer pour celui qui aura tué les communes, parce que quand tu iras te promener dans certaines communes, tu te feras huer par la foule, voire on te jettera des poireaux verts, ce qui ne sera pas agréable pour toi. Donc, nous ne sommes pas là pour tuer les communes, nous ne l'avons jamais voulu, ni les uns ni les autres. Nous sommes là pour faire marcher notre Métropole, nous l'avons pratiquement votée à l'unanimité. Essayons de trouver les moyens et faisons-en sorte, sans appauvrir totalement nos communes et sans les mettre dans une obligation d'inefficacité, de continuer les enjeux qui sont les nôtres au niveau intercommunal. Je le répète : nous n'avons pas fait les chantiers. Et, je n'ai aucune honte à le dire, j'étais partisan d'une augmentation des impôts sur la Métropole, pour ne pas obliger les communes à augmenter les leurs. La plupart des communes, qui sont ici présentes, certaines dans des taux très importants, ont dû augmenter les impôts, mettant à mal les Maires, qui ont dû actionner ce levier. Avec cette modalité de calcul, et sûrement à cause des erreurs que certains Maires avaient faites dans leur mandat précédent – nous n'allons pas y revenir –, les communes de notre Métropole, moi en tête, ont été obligées d'augmenter. Je pense que nous aurions dû avoir une politique globale en fonction des éléments que l'on connaissait à cette époque-là et que l'on a tous validés. Merci de m'avoir écouté.

Monsieur le Président

Monsieur GRAND, vous n'allez pas monopoliser la parole toute la soirée ! Par chance, je suis un grand démocrate, je vais vous la donner. Mais soyez bref, concis, précis, efficace !

Jean-Pierre GRAND

Il s'agit de quelque chose d'une très grande importance. Je me permets de rappeler, Monsieur le Président, que le seul endroit où l'on peut s'exprimer et vous parler, c'est le Conseil de Métropole, une fois par mois. Nous sommes au cœur de quelque chose d'important ! Je voudrais dire à Max LEVITA, par rapport à ses propos, qu'aujourd'hui, naturellement, on va faire le point sur les 13 métropoles et sur un certain nombre de choses. Je pense que cela va être fait, que des missions parlementaires vont examiner deux ou trois métropoles pour regarder un petit peu la situation et faire le point sur la loi. Déjà, il y a quelque chose qui saute aux yeux : je comprends la position du Vice-Président chargé des finances de la Métropole parce qu'il est également Adjoint au Maire de Montpellier, chargé des finances. Pour ma part, je ne pense pas qu'il s'agisse de missions totalement compatibles. La loi le permet, donc nous en resterons là. Mais la réponse de Max LEVITA est une réponse qui m'a fait un peu réagir. Je réagirai gentiment. En gros, Max LEVITA nous a expliqué que la Métropole se faisait un bas de laine sur le dos des communes – je le traduis de cette manière. C'est un peu brutal. Mais je connais Max LEVITA suffisamment fin pour le dire mieux que je ne l'ai dit. En tout cas, telle est la réalité. Je voudrais simplement rappeler à l'ensemble des Maires qu'un certain nombre de décisions ont été prises dans le cadre de la création de la Métropole. Par exemple, les transferts entre les départements et les intercommunalités comme les métropoles. Nous découvrons aujourd'hui, et il va falloir que les commissions parlementaires l'analysent et fassent le point des engagements, vu que les transferts n'ont pas été fléchés... Par définition, si ce n'est pas réalisé, cela rentre dans le budget de la Métropole, et cela lui donne de belles couleurs – je ne parle pas spécialement de la nôtre...

Monsieur le Président

Bon, allez ! Concluez, Monsieur GRAND ! C'est pire qu'avec le Front National !

Jean-Pierre GRAND

Je m'excuse, mais, Monsieur le Président...

Monsieur le Président

Quatre fois sur le même sujet ! Et vous mentez comme vous respirez ! Vous avez dit à Monsieur LEVITA que vous trouviez incompatible le fait d'être adjoint aux finances et d'être vice-président. Vous avez été Maire et Vice-Président de la Métropole pendant des dizaines d'années !

Jean-Pierre GRAND

Ce n'est pas vrai !

Monsieur le Président

Arrêtez ! Ne mentez pas !

Jean-Pierre GRAND

Ce n'est pas vrai !

Monsieur le Président

Mais ne mentez pas ! C'est odieux d'être comme ça ! Allez, je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité. Il faut sortir de l'ornière en permanence avec vous !

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 43 : FINANCES - PROCES-VERBAL COMPTABLE CONSTATANT LE TRANSFERT EN PLEINE PROPRIETE DES BIENS DE LA COMMUNE DE BEAULIEU NECESSAIRES A L'EXERCICE DES COMPETENCES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE – APPROBATION

Mmes M. BODKIN et I. MARSALA sortent de séance.

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 44 : FINANCES - PROCES-VERBAL COMPTABLE CONSTATANT LE TRANSFERT EN PLEINE PROPRIETE DES BIENS DE LA COMMUNE DE CASTRIES NECESSAIRES A L'EXERCICE DES COMPETENCES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AVENANT N°1 AU PV COMPTABLE

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 45 : FINANCES - PROCES-VERBAL COMPTABLE CONSTATANT LE TRANSFERT EN PLEINE PROPRIETE DES BIENS DE LA COMMUNE DU CRES NECESSAIRES A L'EXERCICE DES COMPETENCES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - AVENANT N°1 AU PV COMPTABLE

Mme R. BUONO et M. JP GRAND sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 45 : Même chose pour la Commune du Crès.

Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 46 : FINANCES - PROCES-VERBAL COMPTABLE CONSTATANT LE TRANSFERT EN PLEINE PROPRIETE DES BIENS DE LA COMMUNE DE PEROLS NECESSAIRES A L'EXERCICE DES COMPETENCES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION

Mme P. MIRALLES sort de séance.

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 47 : FINANCES - PROCES-VERBAL COMPTABLE CONSTATANT LE TRANSFERT EN PLEINE PROPRIETE DES BIENS DE LA COMMUNE DE SAINT-BRES NECESSAIRES A L'EXERCICE DES COMPETENCES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION

Monsieur le Président

Même chose pour la Commune de Saint-Brès.

Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 48 : FINANCES - PROCES-VERBAL COMPTABLE CONSTATANT LE TRANSFERT EN PLEINE PROPRIETE DES BIENS DE LA COMMUNE DE SAINT-DREZERY NECESSAIRES A L'EXERCICE DES COMPETENCES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION

M. J. VERA sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 48 : Même chose pour la Commune de Saint-Drézéry.

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 49 : FINANCES - PROCES-VERBAL COMPTABLE CONSTATANT LE TRANSFERT EN PLEINE PROPRIETE DES BIENS DE LA COMMUNE DE RESTINCLIERES NECESSAIRES A L'EXERCICE DES COMPETENCES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION

Monsieur le Président

Même chose pour Restinclières.

Contre ? Abstentions ? Adoptée.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 50 : FINANCES - PROCES-VERBAL COMPTABLE CONSTATANT LE TRANSFERT EN PLEINE PROPRIETE DES BIENS DE LA COMMUNE DE VENDARGUES NECESSAIRES A L'EXERCICE DES COMPETENCES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION

Monsieur le Président

Même chose pour Vendargues, où avec Pierre DUDIEUZERE, le Maire, nous ferons l'inauguration de la Fête du cheval, le dimanche 30 septembre, à 11 h 30. Et après, nous mangerons ensemble. À Vendargues, à cheval. Il faudra mettre une pierre plate d'ardoise à l'arrière de la selle, comme les chevaliers teutoniques. Ils la mettaient au soleil, cela retenait la chaleur, et ils y faisaient cuire la viande, les œufs, etc. Nous ferons pareil. Oui, nous mettrons un casque, un casque en argent.

Nous votons sur Vendargues : Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 51 : FINANCES - PROCES-VERBAL COMPTABLE CONSTATANT LE TRANSFERT EN PLEINE PROPRIETE DES BIENS DE LA COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE NECESSAIRES A L'EXERCICE DES COMPETENCES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION

M. JL. COUSQUER sort de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 51 : Villeneuve-lès-Maguelone.

Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 52 : FINANCES - TAXE DE SEJOUR INTERCOMMUNALE - MODIFICATION

Mme R. BUONO et M. JP. GRAND entrent en séance.

MM. JL. SAVY et R. YOUSSEUS sortent de séance.

Monsieur le Président

Affaire n° 52 : Taxe de séjour. Max LEVITA.

Max LEVITA

Juste, Monsieur le Président, excusez-moi, mais je voudrais insister sur cet aspect « *bas de laine* ».

Monsieur le Président

Oui, c'est vilain, ce qu'il dit. Très vilain !

Max LEVITA

Le seul problème, c'est que ce n'est pas possible. Si cela était possible, je ferais des bas de laine. Mais cela n'est malheureusement pas légalement possible.

Monsieur le Président

Peut-être y en a-t-il à Castelnau, des bas de laine ?

Max LEVITA

Non, non, ce n'est pas possible. Ils ne peuvent pas.

Allez, je vous parle de la taxe de séjour intercommunale. Donc, au 1^{er} janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est devenue autorité compétente en matière de promotion du tourisme. Au 1^{er} janvier 2016, nous avons créé un office du tourisme métropolitain. Nous avons ainsi renforcé le tourisme, pilier du développement économique de la Métropole. Plusieurs actions ont été lancées en ce sens, que je vais vous indiquer car elles sont préalables à la taxe de séjour : le lancement d'une concertation dans le cadre de l'élaboration de la charte signalétique ; la conduite de plusieurs études stratégiques pour le développement et la structuration de l'œnotourisme – j'espère que Monsieur PASTOR vous les présentera avant la fin de l'année ; la promotion du territoire à plusieurs événements *B to B*, notamment en Allemagne, en Chine ou en Russie ; et l'élaboration d'une plateforme en ligne qui permet aux professionnels de l'hébergement de connaître en amont les événements majeurs programmés sur le territoire. À ce titre, Monsieur le Président, puisque vous avez parlé des quatre congrès internationaux, cela leur a donné une activité considérable, en particulier au mois d'août.

Pour ce faire, nous avons institué une taxe de séjour intercommunale à compter du 1^{er} janvier 2018 qui s'applique à l'ensemble des communes du territoire, à l'exception de la Commune de Lattes qui a souhaité en conserver la gestion. Je vous indique deux nouveautés en matière de taxe de séjour dans la loi de finances

pour l'année 2018.

La première est de prévoir une généralisation de la collecte dès le 1^{er} janvier 2019 par l'ensemble des professionnels qui, par voie électronique, assurent un service de réservation. La deuxième concerne la tarification pour les hébergements non classés ou en attente de classement. Ici, il s'agit de fixer un taux entre 1 et 5 % du coût par personne de la nuit, dans la limite du tarif le plus élevé adapté par l'entité.

En gros, on a la possibilité de fixer un taux, sachant qu'il existe un tarif plafond qui s'élève à 2,30 pour la part intercommunale et à 2,53 en ajoutant la part du Département. Pour fixer ce taux, nous n'avons pas de bases. À *Airbnb*, ils sont corrects, ils nous envoient un chèque à la fin de l'année. Cela a été fait pour l'année 2017. Pour l'année 2018, ils nous envoient des chèques, mais nous ne savons pas ce que cela représente. Nous devons fixer un taux. Mais nous sommes dans une situation un peu compliquée puisque nous ne savons pas exactement à quoi cela s'applique. Nous avons fait des simulations, *Airbnb* actualisant en ligne à peu près son profil.

Ainsi, je vous propose, mes chers collègues, de fixer ce taux, pour les hébergements non classés ou en attente de classement, à 3 %, au 1^{er} janvier 2019, étant entendu que ce taux pourra être modifié à chaque rentrée. Nous avons la possibilité de fixer ces taux avant le 1^{er} octobre. Pour les autres catégories, il n'y a aucun changement par rapport à l'année dernière.

Je vous indique que nous sommes bien sûr en relation avec tous les hébergeurs, que soit *Airbnb*, *Abritel*, *Homelidays*, à présent *Le Bon Coin*, etc.

Dernière proposition à vous faire : cette année, nous sommes en tarification forfaitaire en ce qui concerne les campings. Cette tarification ne nous paraît pas adaptée à la réalité économique. Nous vous proposons donc une taxe de séjour au réel, pour cette catégorie d'hébergements, à compter du 1^{er} janvier 2019. Merci mes chers collègues de m'avoir écouté.

Monsieur le Président

Merci Monsieur LEVITA. Qui veut s'exprimer ? Monsieur le Maire de Lattes.

Cyril MEUNIER

Comme l'a relevé Max, la Commune de Lattes, n'ayant pas souhaité mettre la taxe de séjour de la Commune dans le pot commun, ne participera pas au vote. Ainsi, nous laissons les communes qui ont souhaité le faire, voter cette délibération. Merci.

Monsieur le Président

Monsieur PENSO, Maire de Clapiers.

Éric PENSO

Je me réjouis, Monsieur le Vice-Président, Monsieur le Président, du retour de la taxe de séjour au réel, puisque, comme vous le savez, cela avait créé une difficulté économique pour des campings de la Commune de Clapiers.

Monsieur le Président

Merci beaucoup. Je pense que la décision que nous allons prendre sera mesurée, très mesurée, quand on regarde les chiffres des autres villes. Pourrais-tu, Max, nous dire les chiffres qui sont proposés par les autres Villes ? Commençons par une ou deux Villes d'Occitanie, avant peut-être d'élargir le débat.

Max LEVITA

Je crois que La Grande-Motte a fixé un taux à 5 %. Je crois que la Métropole de Toulouse a fixé également un taux à 5 %.

Monsieur le Président

Sète.

Max LEVITA

À Sète, je crois qu'ils sont à 5 % aussi.

Monsieur le Président

5 % à Sète, également.

Max LEVITA

La commune de Lattes a proposé un taux à 5%. De notre côté, nous nous réservons la possibilité de l'augmenter. Il vaut mieux aller en augmentant, qu'en diminuant.

Monsieur le Président

Nous avons choisi un taux à 3%. Cela nous a paru cohérent et correct.

Qui est contre ? Qui ne prend pas part au vote ? Qui s'abstient ? Adoptée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 4 voix

Se sont abstenus : Mme Anne BRISSAUD, Mme Carole DONADA, M. Cyril MEUNIER, M. Éric PASTOR.

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 53 : FINANCES - TAXE POUR LA GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET LA PREVENTION DES INONDATIONS - FIXATION DU PRODUIT 2019 - APPROBATION

Mmes J. FRECHE et P. MIRALLES ainsi que MM. JL COUSQUER et J. VERA entrent en séance.

Mme S. KERANGUEVEN sort de séance.

Monsieur le Président

Max LEVITA.

Max LEVITA

Mes chers collègues, vous savez qu'en ce qui concerne la taxe GEMAPI, nous devons en fixer le produit. Les services fiscaux se chargeront ensuite de la conséquence, en tenant compte du fait que cela ne va pas porter sur la taxe d'habitation, le foncier bâti et la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE). Je vous propose de maintenir le produit attendu en 2019 au même montant que celui qui était attendu en 2018. Je dois vous indiquer également, mes chers collègues, que l'on va parler du transfert des compétences lors de la prochaine CLECT qui se tiendra la semaine prochaine. Contrairement à ce qui avait été dit dans cette assemblée (sur le fait que jamais nous ne dépenserions les 3 millions), je peux vous indiquer qu'à ce jour, nous avons engagé (pas réalisé) 3,6 millions d'euros. Donc, les trois millions que je vous propose pour l'année prochaine me paraissent un objectif parfaitement tenable.

Monsieur le Président

Qui demande la parole ? Monsieur RAYMOND, Monsieur MEUNIER. Monsieur RAYMOND.

Joël RAYMOND

Monsieur le Président, mes chers collègues, la taxe GEMAPI avait fait débat l'année dernière puisque vous avez décidé de l'instaurer. Il s'agit d'un impôt de plus, que les habitants de la Métropole vont découvrir cet automne lorsqu'ils vont ouvrir leur enveloppe des impôts. Des impôts liés à la taxe d'habitation avec une colonne GEMAPI ; des impôts sur le foncier avec une colonne GEMAPI ; et un impôt de plus sur la CFE, pour les entreprises. L'année dernière, le groupe de Coopération Métropolitaine et moi-même avons expliqué qu'il était hasardeux d'instaurer cette taxe, tout simplement parce que nous n'avions pas tous les contours de la loi – loi qui a évolué depuis – par rapport aux compétences des intercommunalités, et qu'il était temps de travailler avec les intercommunalités de proximité et les Etablissements Publics Territoriaux de Bassin (EPTB) qui sont présents sur notre territoire. On a choisi d'instaurer cette taxe, qui a été reconduite de manière automatique. Cette année encore, je suis assez déçu de voir cette taxe reconduite. Je lis, dans la délibération, la phrase suivante : « *suivant la programmation pluriannuelle de fonctionnement et d'investissement présentée dans le cadre de la délibération du 27 septembre 2017, il est proposé de maintenir le produit attendu.* » Cela veut donc dire à travers cette phrase que l'on s'appuie encore et toujours sur des chiffres qui ont été présentés à la va-vite il y a un an, et sans avoir concrètement les actions qui ont été conduites, puisque Max vient bien de préciser qu'on parle d'engagement, mais pas de paiement. « *Engagement* », cela veut dire

que cela peut se faire dans trois ans, si tout va bien. Je suis surpris que l'on s'appuie encore, un an après, sur une phrase qui mentionne la délibération de 2017. Je vous remercie.

Monsieur le Président

Monsieur MEUNIER. Puis Monsieur LEVITA répondra.

Cyril MEUNIER

Monsieur le Président, cher Max, je ne retire pas ce que j'avais dit au moment de la GEMAPI. Deux choses essentielles que je résume en deux phrases – j'avais fait tout un laïus, à l'époque. Un, cette taxe GEMAPI, ce n'est ni fait ni à faire. Nous n'en connaissons pas encore les contours, nous n'avons toujours pas compris comment cela fonctionnait. On s'arrache les cheveux, en particulier en parfait accord entre les services de la Métropole et ceux de la Commune de Lattes, pour gérer l'étang du Méjean et savoir ce qui reste de la compétence de la Commune et ce qui doit passer dans la compétence de la Métropole. Et ce, sans aucune arrière-pensée. On essaie de se mettre en règle avec la loi, mais c'est mortellement incompréhensible ! En tant que Président du SYBLE, il en est de même. À chaque fois que l'on essaie de trouver au niveau de la Commission locale de l'eau et de la gestion du SYBLE, les tenants et les aboutissants de toutes les questions que l'on se pose, et que l'on interroge l'État, ce dernier nous remercie de lui avoir posé la question... Donc, nous ne sommes pas sortis de l'auberge ! Aujourd'hui, comme l'avait préconisé l'Association des Maires, il n'était pas urgent de se précipiter à instaurer une taxe sur le sujet.

La deuxième chose que j'avais dit est que, depuis que l'on avait pris la compétence « *digues et protection contre les inondations* » sur une partie de notre territoire, *grosso modo* en moyenne, l'on mettait à peu près 7 millions, ce qui, d'après Jean-Marc, est à peu près l'équivalent de ce que l'on aura mis : 3,6 millions liés à la GEMAPI et le reste, qui vient nous amener à peu près à 6 millions et quelques, je crois Jean-Marc c'est ce que tu m'avais répondu. Donc, cela veut dire que l'on utilise 3 millions de la GEMAPI pour payer des factures qu'on avait l'habitude de payer sur notre budget général. Je reprends l'analyse de Joël de toute à l'heure, et j'appelle cela un nouvel impôt voilà.

À présent, revenons sur un sujet qui nous concerne, au niveau des travaux de la basse vallée de la Mosson qui font l'objet du PAPI 2, celui que nous avons validé il y a un peu plus de cinq ans. Nous avons été retardés dans sa mise en œuvre il y a deux ans par une directive digues qui n'avait pas été bien mise en place, et à propos de laquelle l'État nous avait dit : « *en un an, on règle le problème.* » Aujourd'hui, je ne vois pas arriver ces travaux ! Il m'a été répondu : « *ils ne sont pas plus urgents que ceux de Juvignac et de Grabels* ». D'ailleurs, je me suis battu à vos côtés – je sais que Jean-Luc et René le savent pertinemment – pour que l'avenant au PAPI 2 puisse intégrer les travaux sur Juvignac et Grabels pour aider les Grabellois et les Juvignacois, au plus vite, à se mettre en protection. J'attire juste votre attention sur les quelques habitants de Villeneuve concernés par le chantier sur la basse vallée de la Mosson, mais surtout sur l'ensemble des Lattois – 165 maisons inondées en 2002 et 2003. Vous avez bien entendu : 2002 et 2003. Ce chantier est attendu. Cela va bientôt faire 15 ans ! Donc, j'ai demandé pourquoi nous avons autant de retard. Des réponses m'ont été données par rapport aux services de l'État. Je demande au Président SAUREL, avec l'aide de Jean-Marc LUSSERT et la mienne, en tant que Président du SYBLE, d'activer les choses et de dire que cela suffit ! Il faut les réaliser, pour que l'on puisse au moins se regarder dans une glace, comme tu l'as dit tout à l'heure quand on partira (ou restera), par rapport à ces concitoyens qui ont pris des dizaines de centimètres dans leur maison. Dans le courrier que m'a renvoyé Jean-Marc, le SYBLE était mis en cause. J'ai été très étonné, donc j'ai relu les conclusions, Jean-Marc. Le SYBLE a toujours porté ce dossier avec la Métropole pour qu'il avance le plus rapidement possible et a donné un avis de compatibilité avec le Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE), sans aucune réserve, en avril 2018, suite au dernier dépôt. Donc, je n'ai pas bien saisi pourquoi tu me disais, dans ton courrier, que le SYBLE avait émis des remarques qui avaient retardé cette mise en œuvre – je ne vois pas à quel niveau. Donc, je renouvelle les choses : des gens ont pris l'eau en 2002 et 2003, deux fois de suite, et sont toujours en danger en cas de crue centennale sur la Mosson. Je pense que le jeu des retards administratifs a assez duré. Nous avons l'argent dans le budget, depuis longtemps ; nous avons le PAPI 2 qui vient financer les travaux, comme nous avons pu les financer à l'époque, de façon assez conséquente, grâce à nos interventions à la Commission Mixte Inondation (CMI). Je demande à ce qu'on les mette le plus rapidement en œuvre en 2019. Merci.

Monsieur le Président

Monsieur LUSSERT.

Jean-Marc LUSSERT

Effectivement, Monsieur le Président, chers collègues, la protection contre les inondations de la basse vallée de la Mosson est d'importance. Cela a commencé, comme nous l'a dit Monsieur MEUNIER Cyril, il y a une quinzaine d'années. Nous sommes un peu victimes d'une accumulation, d'une volonté administrative ou politique de faire de mieux en mieux et d'optimiser les choses. Autrement dit, une nouvelle loi est tombée, lorsque nous, Métropole, étions prêts à intervenir. La dernière en date est le décret sur les digues. Nous avons dû, comme l'a dit Cyril, revoir notre copie.

Nous l'avons rendue le 27 mars 2018, et le 19 juin, on nous a renvoyé 24 pages de remarques sur un sujet que Cyril pensait ficelé et prêt à passer à l'opérationnel – je suis d'accord avec lui. Donc, on nous a renvoyé 24 pages de questions et d'améliorations, ainsi qu'une dizaine de pages sur des conditions écologiques à respecter. Je voudrais vous lire une ligne ou deux, pour vous montrer jusqu'où les choses vont. Par exemple, on s'inquiète pour la cistude...

Monsieur le Président

Oui, c'est une petite tortue que je connais bien. La cistude, il y en a partout dans l'étang de l'Or.

Jean-Marc LUSSERT

Par rapport aux risques d'un chantier à 5,8 millions d'euros, on s'inquiète de la disparition de quelques individus de cette population. Les services ont beaucoup travaillé et ont réussi à répondre dans les trois mois que nous leur avons donnés. Autrement dit, la réponse est répartie il y a deux ou trois jours. Donc, forcément, à cette allure-là, si une nouvelle loi retombe, je ne sais où l'on va. Tout cela pour dire que les échanges avec les services de l'État durent depuis à peu près une année. Dans des situations pareilles, il est un peu compliqué d'aller vite.

Pour dire un mot sur l'intervention de Joël, Monsieur RAYMOND, quand tu dis que l'on s'appuie sur ce qui a été imaginé l'année précédente pour évaluer la taxe, il avait même été fait un plan pluriannuel sur 10 ans. Donc contrairement à ce que tu sous-entendais, les services ne sont pas des rigolos. Le plan qu'ils avaient fait l'année dernière sur 10 ans, s'il est moins précis pour l'année 2026 que pour l'année 2019, est toujours valable. Les dépenses seront à la hauteur de celles que nous avons l'habitude de faire, pour répondre à Cyril : 8,3 millions l'année prochaine sont à l'étude au BP de 2019, auxquels il faut ajouter 500 000 euros, donc pratiquement 9 millions d'euros pour l'année suivante. Sur ces 9 millions d'euros, on aura aussi 3,15 millions relatifs à la GEMAPI, 1,2 million pour le côté fonctionnement et 1,95 million pour l'investissement. Je peux citer quelques chantiers. Pour parler du PAPI 2, de Grabels et Juvignac et du Coulazou à Fabrègues, le calendrier est maintenu, c'est-à-dire que nous en sommes à la sélection des entreprises pour la maîtrise d'ouvrage ; nous en sommes au début des études précises, celles qui donnent lieu à l'opérationnel. Donc, nous sommes toujours dans le calendrier pour le Coulazou à Fabrègues, le Rieu Massel à Grabels, la Mosson à Juvignac, des travaux début 2020. Dans certains cas, cela se prolongera jusqu'en 2021. Mais nous sommes sur le pont. Je pense que les services sont très pointus et qu'ils sont contraints. Un collègue de plus, voire deux, ne seraient pas de trop.

Monsieur le Président

Merci Monsieur LUSSERT. Max LEVITA.

Max LEVITA

Concernant l'intervention de Monsieur RAYMOND, dire qu'il s'agit d'un nouvel impôt est parfaitement irresponsable. Vous êtes Maire ou pas ? Vous faites tout, vous, sans argent ? Vous l'inventez ? Soit la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations est importante, soit elle n'est pas importante ! Soit vous dites que ce n'est pas important, qu'on laisse cela de côté, et votre position est cohérente. Sinon, c'est du trafic politique de bas étage. Vous nous aviez habitués à mieux, Monsieur RAYMOND.

Monsieur le Président

Bof.

Max LEVITA

Pour moi, « *gouverner, c'est prévoir* » – Pierre MENDES FRANCE a dit cela. Ce que l'on nous annonce c'est des dépenses considérables dans les années à venir. Il faudra les financer. La taxe est faite pour cela. Je vous rappelle, mes chers collègues, que c'est une taxe. Cela veut dire qu'elle est affectée, cela veut dire que Jean-Marc et moi, nous devons vous rendre compte de dépenses précises. Et les services de la Préfecture, de la DGFIP, etc., surveilleront. Là-dessus, vous aurez l'occasion de vérifier que l'argent qui sera récolté n'ira

pas abonder un bas de laine inexistant, mais sera utilisé ce à quoi il doit être utilisé !

Monsieur le Président
Monsieur MEUNIER.

Cyril MEUNIER

Oui, Max, nous le savons : nous n'avons jamais dit que l'argent collecté par la GEMAPI serait utilisé à autre chose.

Max LEVITA
Si, si !

Cyril MEUNIER

De toute façon, tu ne pourrais pas. La seule chose que l'on a dite, c'est que *grosso modo* en moyenne dans les 10 dernières années, on mettait 7 millions et qu'à partir du moment où 3 millions proviennent d'une nouvelle taxe, évidemment, tu économises 3 millions sur le budget général. Mais on l'a déjà expliqué.

Je reviens sur les propos de Jean-Marc. Excuse-moi, à un moment donné, je me suis distrait, je n'ai pas bien écouté. Fabrègues, le Coulazou, c'est la mise en œuvre du PAPI 2, d'accord ? Donc, tu as des demandes sur la basse vallée de la Mosson au droit de Villeneuve et de Lattes, et tu n'en as pas sur le Coulazou ? Ou as-tu une idée du démarrage des travaux sur la basse vallée de la Mosson ? Si tu l'as dit, je te prie de m'excuser.

Monsieur le Président

Attendez, si vous me le permettez, le niveau de règlement de ces dossiers est celui de la commission. On ne le fait pas en séance publique. Téléphonez-vous. Vous avez un téléphone, n'est-ce pas ? « *Allô quoi !* »

Cyril MEUNIER

Ne t'inquiète pas, avec Jean-Marc, on fait « *allô* » et cela se passe très bien.

Monsieur le Président

Nous n'allons pas débattre de sujets techniques.

Cyril MEUNIER

Philippe, Philippe, Philippe ! Monsieur le Président, nous sommes en débat public ! J'espère, en plus, que les gens nous écoutent et nous entendent. Les gens qui sont touchés par ces inondations attendent que l'on prenne des positions publiques, voilà tout. C'est pour cela que je pose la question.

Monsieur le Président

Depuis 2003, ce dossier est en instance – tu l'as dit.

Cyril MEUNIER

Non, depuis 5 ans. Enfin, en 2003, ils ont pris l'eau, et nous avons réussi à avoir le PAPI 2, il y a 5 ans.

Monsieur le Président

Absolument, je m'en souviens. Concernant les aspects techniques de rédaction du dossier, vous les réglez en commission, s'il vous plaît.

Cyril MEUNIER

Cela intéresse les concitoyens.

Monsieur le Président

Non mais, vous vous foutez de ma gueule, là !

Cyril MEUNIER

Non, on ne se fout pas de ta gueule, ni de la gueule de personne ! Il s'agit de répondre aux gens.

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

Interventions hors micro

Monsieur le Président

Il faut être plus rapide, les gars ! Il ne faut pas s'endormir ! Alors, je refais voter l'affaire n°53 : taxe sur la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Levez bien les mains ! Vingt-trois. Et le PS s'abstient, alors que c'est le PS qui a lancé la GEMAPI. Il faut le faire ! Alors là, on est en pleine déroute ! Je vais faire voter pour le glyphosate tout à l'heure. Nous allons rire ! Manière de s'imprégner un peu des votes de l'Assemblée Nationale.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 24 voix

Se sont abstenus : M. Pierre BONNAL, Mme Anne BRISSAUD, M. Roger CAIZERGUES, Mme Michelle CASSAR, M. Christophe COUR, Mme Catherine DARDE, M. Thierry DEWINTRE, Mme Carole DONADA, Mme Julie FRÊCHE, Mme Isabelle GIANIEL, M. Jean-Pierre GRAND, Mme Clare HART, Mme Claire JABADO, M. Alex LARUE, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Jean-Pierre MOURE, Mme Marie-Christine PANOS, M. Éric PASTOR, M. Thierry QUÎLES, M. Joël RAYMOND, M. René REVOL, Mme Isabelle TOUZARD, M. Joël VERA.

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 54 : RESSOURCES HUMAINES - MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - VILLE DE MONTPELLIER - HARMONISATION DES CONVENTIONS DE SERVICES COMMUNS**Monsieur le Président**

Affaire n° 54 : Ressources humaines. Qui demande des explications sur l'harmonisation des conventions de services communs à Madame ILLAIRE, Vice-Présidente ?

Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 55 : RESSOURCES HUMAINES - MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS – APPROBATION

Mme C. DARDE sort de séance, le pouvoir de M. P. BONNAL donné à Mme C. DARDE est temporairement annulé.

Monsieur le Président

Affaire n° 55 : Modification du tableau des emplois et des effectifs. Qui demande à Régine ILLAIRE des explications ? Oui, Monsieur GRAND ?

Jean-Pierre GRAND

Il ne vous échappe pas que dans le cadre des mutualisations, nos communes participent au financement. Je voudrais connaître les fiches de poste, les emplois et les salaires des membres de votre Cabinet parce qu'ils sont très actifs contre nous. Qui plus est, les payer, cela nous embête un peu. Donc, si nous pouvons avoir pour la prochaine réunion ces informations...

Monsieur le Président

Vous ne voulez pas les mensurations, aussi ?

Jean-Pierre GRAND

Je veux la vérité, c'est tout.

Monsieur le Président

Je mets aux voix. Qui est contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 56 : ADMINISTRATION GENERALE, AFFAIRES JURIDIQUES, CONTENTIEUX - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC MADAME PECH - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Affaire n° 56 : Madame GUIRAUD, pour le protocole transactionnel avec Madame PECH. Qui demande des explications ?

Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 57 : SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES - ASSOCIATIONS ET CLUBS SPORTIFS - AFFECTATIONS DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS D'ATTRIBUTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mmes M. BODKIN, C. DARDE et S. KERANGUEVEN ainsi que MM. JL. SAVY et R. YOUSSEUS entrent en séance.

Mme I. GUIRAUD sort de séance.

Monsieur le Président

Monsieur MEISSONNIER, en saluant l'exploit de Kevin MAYER qui a battu le record du monde du décathlon.

Jean-Luc MEISSONNIER

Tout à fait, Monsieur le Président. Affaire 57 : Il s'agit du renouvellement du dispositif « *J'apprends à nager* » en eau claire, à destination des scolaires et le deuxième point c'est l'affectation de subventions pour les vainqueurs de sept courses du trophée Taurin. Voilà, Monsieur le Président.

Monsieur le Président

Qui demande des explications ? Monsieur LARUE.

Alex LARUE

Monsieur le Président, chers collègues, je voudrais profiter de cette affaire pour faire un point sur votre projet de stade de foot. Vous avez fait beaucoup de déclarations...

Monsieur le Président

Allez-y, allez-y ! Allez-y, Maître !

Alex LARUE

Merci Monsieur le Président, merci. Vous avez fait beaucoup de déclarations cet été, que ce soit en conférence de presse ou sur le site *Ecofoot*, sur ce projet, sur le calendrier, la structuration juridique et le financement. Vous avez tout d'abord annoncé une date de pose de première pierre, en 2019, à l'occasion de la Coupe du Monde Féminine qui va se tenir notamment à Montpellier. J'ai une première question sur ce calendrier. De

mémoire, en décembre 2016, cette Assemblée avait voté en faveur d'une étude de faisabilité préalable au financement de cet équipement. Vous avez pris une décision, de mémoire en janvier 2017. Je voulais savoir où nous en étions sur cette étude ? Je souhaiterais, si elle existe, en avoir communication.

Monsieur le Président

Dites-moi Monsieur LARUE, je crois que vous vous foutez de moi, vous aussi ?

Alex LARUE

Pardon ?

Monsieur le Président

Vous vous moquez de moi, non ?

Alex LARUE

Non, je ne me moque pas de vous. Pourquoi me moquerais-je de vous ?

Monsieur le Président

Vous savez que vous avez tout voté ?

Alex LARUE

Non, pas moi.

Monsieur le Président

Comment, pas vous ?

Alex LARUE

Non, je n'ai pas voté pour l'étude.

Monsieur le Président

Au dernier Conseil, vous étiez là ?

Alex LARUE

Oui, je pense.

Monsieur le Président

Oui, vous avez voté tous les terrains pour implanter le stade. L'extension de la ZAC Cambacérès a été votée à l'unanimité, par tout le monde. C'est très curieux : vous ne lisez pas les délibérations ?

Alex LARUE

Je ne lis pas les délibérations.

Monsieur le Président

Voilà, vous le reconnaissez : il ne lit pas les délibérations !

Alex LARUE

Très bien, écoutez. Monsieur le Président, j'aimerais bien dire...

Monsieur le Président

Je ne vous prendrai pas comme avocat, sinon qu'est-ce que je vais perdre comme procès !

Alex LARUE

Je ne fais pas de contentieux, cela tombe bien. Par ailleurs, je pense que vous avez de très bons avocats.

Monsieur le Président

Je sais bien que vous ne faites pas de contentieux, je sais où vous travaillez. Je n'ignore pas les correspondances, je ne les ignore pas.

Alex LARUE

Il n'y a rien de privé. Je peux continuer ?

Monsieur le Président

Il y a des correspondances...

Alex LARUE

Très bien. Allez-y.

Monsieur le Président

Je vous dis qu'il y a des correspondances, je n'en dis pas plus.

Alex LARUE

C'est la théorie du complot ! Je vais finir : j'aimerais avoir connaissance de cette étude de faisabilité pour pouvoir m'en imprégner, pour pourvoir la lire cette fois-ci, si vous le voulez bien, et me faire une opinion. Deuxième question...

Monsieur le Président

Mais vous avez voté !

Alex LARUE

Deuxième question : vous avez annoncé un montage juridique et financier qui, sauf erreur de ma part, est le suivant : la Métropole créerait une société d'économie mixte. Cette société d'économie mixte prendrait 35 % du capital d'une société commerciale (SA ou SAS), les 65 % restants étant détenus...

Intervention hors micro

Alex LARUE

Non, mais Monsieur SAUREL, soit...

Monsieur le Président

Monsieur LARUE, écoutez-moi ! Je vais vous poser une question parce que vous m'intriguez.

Alex LARUE

C'est vrai ? Positivement ou négativement ?

Monsieur le Président

À vous de le dire. Nous avons parlé de cela en juillet.

Alex LARUE

Oui, mais depuis nous avons obtenu des précisions dans vos interviews estivales.

Monsieur le Président

Mais pourquoi n'êtes-vous pas intervenu plus tôt ?

Alex LARUE

Parce que nous n'avons pas eu de vote en Conseil sur le stade à proprement parler.

Monsieur le Président

Vous étiez en vacances. Vous étiez hors de France, vous étiez en Allemagne.

Alex LARUE

J'étais en Allemagne.

Monsieur le Président

Je le sais ! Vous avez passé un mois et demi à manger des saucisses de Strasbourg, je le sais ! Et à boire de la bière ! Pendant un mois et demi ! Alors, vous vous en tapiez complètement du stade ! Vous revenez, et paf, le stade ! C'est beau la politique vécue comme ça !

Alex LARUE

Ce n'est pas le sujet. Mes vacances n'ont pas duré un mois et demi.

Monsieur le Président

Mais vous les avez tweetées, Monsieur LARUE ! C'est public ! Vous les avez rendues publiques !

Alex LARUE

Je ne dis pas que ce n'est pas public. Revenons au sujet. Monsieur le Président, revenons au sujet.

Monsieur le Président

Monsieur DOMERGUE, expliquez-lui qu'il ne faut pas tweeter n'importe comment.

Alex LARUE

Monsieur SAUREL, sur le site *Ecofoot*... Voulez-vous me répondre, s'il vous plaît ? Sur le site *Ecofoot*, vous avez fait référence à ce montage, en disant que vous aviez pris moult avis d'experts, juristes, avocats, sur sa faisabilité. J'aimerais bien que l'on puisse dialoguer, sans que vous vous moquiez de moi systématiquement.

René REVOL

Non mais c'est que la question le dérange !

Monsieur le Président

Il y a des cabinets que nous n'avons pas consultés...

Alex LARUE

Vous savez, mon cabinet ne fait pas cela à Montpellier, donc je suis très à l'aise là-dessus. Et quand nous répondons à des appels d'offres, généralement nous finissons dernier, comme par hasard, ce qui est très bien. Cela me va très bien.

Monsieur le Président

Vous décernez des prix aussi.

Alex LARUE

Bien sûr que nous décernons des prix. Vous aussi.

Monsieur le Président

Quelquefois, des proches à vous, en Conseil d'administration, votent des subventions pour le cabinet en question.

Alex LARUE

Allez jusqu'au bout ! Allez jusqu'au bout du conflit d'intérêt ! Ayez le courage d'aller jusqu'au bout de ce sous-tendu ! Allez-y !

Monsieur le Président

J'ai arrêté le Conseil d'administration de Montpellier Events – il y a des témoins ici – parce que votre collègue votait pour elle-même des subventions.

Alex LARUE

Ce n'est pas ma collègue, c'est mon associée. J'assume que Madame MERCIER soit mon associée. Vous allez au bout de vos allégations...

Monsieur le Président

Madame MERCIER, Marie-Thérèse MERCIER, il vient de dire, pour ceux qui ne savaient pas !

Alex LARUE

J'assume mes relations : je suis associé avec cette dame, je n'ai pas de problème avec ça.

Monsieur le Président

Quand on vote à soi-même des subventions, cela me gêne !

Alex LARUE

Le fait que je sois associé avec elle vous gêne, c'est cela ?

Monsieur le Président

Ce qui me gêne, c'est quand on vote à soi-même des subventions.

Alex LARUE

Il y a beaucoup d'autres choses qui me gênent aussi, mais ce n'est pas le sujet. Donc, je vous remercie, premièrement, de nous communiquer le rapport d'étude préalable sur la construction de ce stade. Deuxièmement, vous faites référence à des consultations juridiques d'experts sur le montage qui, à mon sens à ce jour, est sujet à caution. J'aimerais lire la bonne littérature des confrères que vous avez consultés, ne serait-ce que pour ma culture juridique personnelle. Donc, pouvez-vous répondre à cette question précise ? Avez-vous fait faire des consultations sur ce montage ?

Monsieur le Président

Vous l'avez voté.

Alex LARUE

Non, je n'ai pas voté ce montage !

Monsieur le Président

Bah si, vous avez voté l'implantation du stade !

Alex LARUE

Non, ce n'est pas vrai ! Arrêtez de vous défausser et de botter en touche. Je vous demande officiellement le rapport sur les études de faisabilité. Je vous demande officiellement les études auxquelles vous faites référence. Monsieur le Président ! Vous parlez d'un casino. Est-ce vous qui avez décidé d'attribuer un casino ?

Monsieur le Président

Il s'agit d'une hypothèse. Mais vous ne savez pas lire, en plus !

Alex LARUE

Relisez vos déclarations sur le site *Ecofoot* !

Monsieur le Président

Mais enfin, ce sont des hypothèses !

Alex LARUE

Deux questions, Monsieur le Président : quand aurons-nous accès à ce rapport sur les études de faisabilité sur le stade ? Et deuxième question : merci de nous communiquer le plus rapidement possible les consultations qui valident le montage via une SEM qui sera un holding pour la Métropole.

Monsieur le Président

C'est cela. Je vais divulguer des consultations de vos confrères et je vais vous les donner. Vous me prenez pour un tourdre !

Alex LARUE

Je ne suis pas avocat là, je suis élu.

Monsieur le Président

Ha !

Alex LARUE

Ici, je suis élu.

Monsieur le Président

Oui...

Alex LARUE

Et alors ? Allez au bout !

Monsieur le Président

Vous savez bien ce que je veux dire...

Alex LARUE

Non, je ne sais pas.

Monsieur le Président

Monsieur MEUNIER.

Alex LARUE

Attendez, je n'ai pas fini ! Qu'est-ce que vous voulez dire ?

Monsieur le Président

Ho ! La parole est libre ici !

Alex LARUE

Qu'est-ce que vous voulez dire ?

Monsieur le Président

Nous ne sommes pas au tribunal ! Monsieur MEUNIER, vous avez la parole. Profitez-en.

Alex LARUE

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Vous ne partirez pas en vacances pour deux mois, la prochaine fois !

Cyril MEUNIER

Mon cher Alex, Monsieur le Président, je pense que nous allons arrêter là ce débat. Il y a des réponses à des questions, Alex, qui nous concernent...

Monsieur le Président

Non, non, non, stop ! Là le sujet, ce n'est pas le stade ! Alors, je mets aux voix l'affaire de Monsieur MEISSONNIER.

Monsieur le Président

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

Interventions hors micro.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Protestations hors micro dans la salle.

**AFFAIRE N° 58 : CULTURE - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - APPEL A PROJETS 2018
DANS LE CADRE DU CONTRAT DE VILLE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE
METROPOLE - APPROBATION**

Monsieur le Président

Affaire n° 58 : Attribution de subventions, appel à projets 2018.

Interventions hors micro.

Monsieur le Président

C'est normal, c'est hors sujet. Police de l'assemblée !

Attribution de subventions, appel à projets 2018 dans le cadre du Contrat de Ville. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Arrêtez Monsieur GRAND de faire du bruit ! Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 59 : CULTURE - CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL (CRR) DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR 2019 - APPROBATION

Monsieur le Président

Qui est contre ?

Interventions hors micro.

Monsieur le Président

Allez ! Vous allez voir « *Un si grand soleil* ».

Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 60 : CULTURE - MUSEE FABRE - DEMANDES DE SUBVENTIONS 2018 POUR LA RESTAURATION DES ŒUVRES - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Monsieur TRAVIER, suivez, cela va vite.

Interventions hors micro.

Monsieur le Président

Je mets aux voix.

Contre ? Il est contre la restauration des œuvres, il a levé le doigt ! Il est contre ! Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Non ! Unanimité, moins Monsieur GRAND.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**AFFAIRE N° 61 : CULTURE - SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA - MUSEE HENRI PRADES
- DEMANDE DE SUBVENTIONS AU TITRE DE L'ANNEE 2019 - APPROBATION**

Monsieur le Président

Affaire n° 61 : Monsieur TRAVIER, site archéologique Lattara, musée Henri Prades, demande de subventions au titre de l'année 2019.

Je mets aux voix.

Intervention hors micro.

Contre ? Vous êtes contre encore ? Il est contre ! Abstentions ? Adoptée à l'unanimité, moins une voix.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**AFFAIRE N° 62 : CULTURE - DIRECTION DES MEDIATHEQUES ET DU LIVRE -
CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LE CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE
MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : Mme Sabria BOUALLAGA, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Philippe SAUREL, M. Rabii YOUSSEF.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 4 voix

**AFFAIRE N° 63 : CULTURE - DIRECTION DES MEDIATHEQUES ET DU LIVRE - PRISE EN
CHARGE DE FRAIS DE DEPLACEMENT DANS LE CADRE DES RENCONTRES D'AUTEUR
ORGANISEES PAR RESEAU DES MEDIATHEQUES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE
METROPOLE - APPROBATION**

Monsieur le Président

Il s'agit d'une dépense de 600 euros. Monsieur GUDIN DE VALLERIN vous n'êtes pas cher ! 600 euros c'est pas très cher.

Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 64 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES - COMMUNE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - SITE DES SALINES - CONVENTION DE GESTION AVEC LE CONSERVATOIRE DES ESPACES NATURELS DU LANGUEDOC-ROUSSILLON - ANNEE 2018 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Monsieur LUSSERT, Commune de Villeneuve-lès-Maguelone, site des Salines, convention de gestion avec le Conservatoire des espaces naturels du Languedoc-Roussillon.

Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 65 : PREVENTION DES RISQUES MAJEURS ET GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES - GESTION DES COURS D'EAU SUR LE BASSIN VERSANT DE L'ETANG DE L'OR - PLANS DE GESTION DU SALAISON, DU BERANGE ET DE LA CADOULE SUR L'ANNEE 2018 - DEMANDES D'AIDES FINANCIERES

Ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote : Mme Jackie GALABRUN-BOULBES.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

AFFAIRE N° 66 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - PROJET DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT EN VUE D'UTILISER LES EAUX USEES TRAITEES DE LA STATION D'EPURATION DE SAINT-DREZERY POUR L'IRRIGATION DE PARCELLES AGRICOLES - COMMUNE DE SAINT-DREZERY - DEMANDE D'AUTORISATION PREFECTORALE

Monsieur le Président

Madame GALABRUN-BOULBES, un petit mot, parce que c'est un joli sujet. Il n'y a pas de glyphosate là ! Monsieur RAYMOND, vous pouvez dormir tranquillement !

Joël RAYMOND

Mais on peut débattre si vous voulez.

Monsieur le Président

Non, je ne débats pas, je ne suis pas à l'Assemblée Nationale. Vous êtes Député suppléant, pas moi.

Joël RAYMOND

Ce n'est pas à l'ordre du jour !

Monsieur le Président

D'accord, on ne parle plus de glyphosate.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Pour le sujet qui nous concerne, Aqualter a contractualisé avec DV2E (Déchets, Valorisation, Environnement et Energie) pour la partie recherche et développement. Ils ont besoin de sites. Il y a plusieurs phases à ce projet : une phase sur la station de Saint-Drézéry, une phase sur la Commune de Fabrègues, sur la Commune de Cournonterral, Baillargues, etc. En l'occurrence, pour l'instant, il s'agit de demander une autorisation pour

les actions 2 et 3 de la phase 1 pour utiliser les eaux usées de la station...

Catherine DARDE

Lorsque vous parlez, on n'entend rien !

Jackie GALABRUN-BOULBES

J'en suis confuse. Pourtant, je parle de manière claire et nette.

Monsieur le Président

C'est parce qu'ils font du bruit derrière.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Est-ce que vous autorisez à solliciter Monsieur le Préfet pour l'obtenir du récépissé d'autorisation correspondant au projet de recherche et développement ?

Monsieur le Président

Mais bien sûr ! Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

Regardez cette unanimité ! D'ailleurs, nous avons presque tout voté à l'unanimité, sauf trois affaires – j'ai compté.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 67 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE (RPQS) DE L'ASSAINISSEMENT POUR L'ANNEE 2017 - APPROBATION

Mme I. GUIRAUD entre en séance.

M. J. DOMERGUE sort définitivement de séance sans laisser de pouvoir.

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès du rapporteur, Jackie GALABRUN-BOULBES ? Monsieur REVOL.

René REVOL

Comme d'habitude, je vais rétablir un peu de sérénité dans cette assemblée. Il faut bien un peu rire !

Sur ce dossier-là, le rapport fait le bilan de l'année 2017 ; nous l'adoptons dans les délais légaux, il est consultable, etc. Il nous permet d'avoir toutes les données. À cette occasion, vu qu'il y fait allusion dans la délibération, j'aimerais savoir si l'on va respecter le calendrier que l'on s'était donné en 2016 sur l'investissement absolument indispensable sur Maera. Il s'agit tout de même d'un investissement de 110 millions d'euros. Nous avons beaucoup travaillé pour pouvoir le lancer. Ce n'est pas parce que je ne suis plus chargé de ce dossier aujourd'hui, que j'ai envie d'émettre une critique – pas du tout. Je me dis : serons-nous capables de faire que cette extension-optimisation soit faite à l'horizon 2022 ? Car aujourd'hui, en équivalent-habitant géré par la station Maera, nous ne sommes pas loin d'atteindre le maximum. Je souhaite vivement que dans les jours qui viennent, il n'y ait pas d'épisode cévenol trop puissant – nous sommes concernés – car lorsque des pluies abondantes se produisent – nous l'avons vu un peu au printemps –, la station déborde en partie à cause de sa capacité hydraulique insuffisante, mais aussi à cause de sa capacité de traitement qui n'est pas suffisamment adaptée. D'où la nécessité de l'optimiser et pas simplement de l'étendre. Nous avons beaucoup travaillé sur ce sujet avec toutes les parties. J'ai assisté au débat de concertation qui a été mené sur ce dossier et j'ai constaté qu'à cette occasion, vous aviez envisagé deux tranches. Mais nous n'avons parlé que de la première tranche de travaux. Or la station ne peut être véritablement optimisée que si les deux tranches sont faites. Donc j'aimerais bien avoir un calendrier – peut-être pas ce soir – pour savoir si nous arriverons à tenir l'échéance de 2022, car se posera à ce moment-là un vrai enjeu de préservation de l'environnement de notre bassin versant.

Monsieur le Président
Madame GALABRUN.

Jackie GALABRUN-BOULBES

Ce dossier se poursuit. Dès lundi, nous avons d'ailleurs un jury sur ce sujet-là. Il n'y a aucun retard sur ce procédé. Nous n'avons pas réellement mis deux tranches, mais il est vrai que nous avons scindé le dossier pour la deuxième partie, pour les autorisations et pour que la première partie aille plus vite. C'est pour essayer de gagner du temps que nous avons scindé le dossier en deux (pour ne pas avoir de recours, etc.). Donc, nous suivons le procédé, nous ne sommes pas en retard, la consultation est en cours ; il n'y a pas de souci.

Monsieur le Président

Vous êtes vraiment sympa d'avoir répondu, parce que la question était hors sujet. Monsieur MEUNIER.

Cyril MEUNIER

Désolé de poser encore une question technique : de quel jury s'agit-il, lundi ?

Jackie GALABRUN-BOULBES

Je représente le Président.

Cyril MEUNIER

Non, mais de quel jury s'agit-il ?

Jackie GALABRUN-BOULBES

Je ne sais pas si je peux en parler.

Monsieur le Président

Vous regarderez cela en commission. On ne traite pas les affaires internes de la collectivité de la sorte. Avez-vous l'habitude de faire cela dans vos communes ?

Cyril MEUNIER

Ce n'est pas une question indiscrète. Jackie dit qu'un jury se réunit lundi. Je voulais savoir quel était le jury, en tant que Maire de Lattes.

Monsieur le Président

Vous voulez les mensurations aussi ?

Cyril MEUNIER

Je peux vous donner les mensurations de Maera, oui, je les connais par cœur. Donc, Jackie, de quel jury s'agit-il lundi ?

Jackie GALABRUN-BOULBES

Suite au cahier des charges, il s'agit de regarder si tous les dossiers sont bien complets et éligibles.

Cyril MEUNIER

Parce que les entreprises qui vont construire ont répondu au cahier des charges ? C'est cela...

Monsieur le Président

Je mets aux voix l'affaire présentée par Madame GALABRUN. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 68 : SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE (RPQS) DE L'EAU POTABLE ET DE L'EAU BRUTE POUR L'ANNEE 2017

Monsieur le Président

Qui demande des explications à Jackie GALABRUN ? Monsieur REVOL.

René REVOL

Ce rapport fait le bilan de l'année précédente. Il constitue donc une base de travail pour les mois qui viennent pour définir l'évolution de la politique concernant l'eau. Je voudrais profiter de cette délibération pour dire que je n'arrive pas à me procurer le rapport complet de la société qui nous avait présenté l'audit sur la régie de l'eau...

Monsieur le Président

Ne vous inquiétez pas, je parlerai de l'audit, quand l'heure viendra. J'en parlerai politiquement – pas juridiquement.

René REVOL

Non, mais je ne suis pas dans un esprit de polémique ce soir, mon cher ami.

Monsieur le Président

Oui, oui, vous êtes gentil, tout le monde le sait.

René REVOL

Laissez-moi finir mes phrases, si cela est possible. Donc effectivement le jour où ce rapport a été présenté...

Monsieur le Président

C'est hors sujet ! Je mets aux voix l'affaire 68 : Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 69 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC - RAPPORT SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC (RPQS) DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS POUR L'ANNEE 2017 - APPROBATION

Monsieur le Président

Rapport sur le prix et la qualité du service public...

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Oui, je sais que vous n'aimez pas.

Contre ? Abstentions ? Adoptée l'unanimité.

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Nous en parlerons aux régionales, heu pardon, aux européennes.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 70 : PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC - FRAIS DE DEPLACEMENT A L'ETRANGER POUR DES AGENTS DE LA DIRECTION DE LA PROPRETE ET DE LA VALORISATION DES DECHETS - AUTORISATION

Monsieur le Président

Frais de déplacement à l'étranger pour des agents de la direction de la propreté et de la valorisation.

Qui est contre ? Qui s'abstient ?

Cyril MEUNIER

Non, non, non ! L'affaire n°69 n'a pas été votée !

Monsieur le Président

Si, je l'ai fait voter ! Il ne faut pas dormir ! Affaire 70 : Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 71 : TRANSPORTS ET MOBILITE - PARKING GAMBETTA - COMMUNE DE MONTPELLIER - CONVENTION D'AMODIATION DE SEPT PLACES DE STATIONNEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Je mets aux voix.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Titina DASYLVA, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Patricia MIRALLES, Mme Véronique PEREZ, M. Jean-Luc SAVY.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 7 voix

AFFAIRE N° 72 : TRANSPORTS ET MOBILITE - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DES PARCS DE STATIONNEMENT FOCH PREFECTURE / MARCHE AUX FLEURS - AVENANT N°3 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Qui demande des explications auprès de Monsieur RICO ?

Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 73 : TRANSPORTS ET MOBILITE - DIFFUSION DE JOURNAUX GRATUITS - CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC AVEC LA SOCIETE 20 MINUTES ET LA SOCIETE DU JOURNAL MIDI LIBRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Y. PELLET sort de séance, le pouvoir de M. M. FRAYSSE donné à M. Y. PELLET est temporairement annulé.

Monsieur le Président

Contre ? Abstentions ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 74 : TRANSPORTS ET MOBILITE - TRAMWAY LIGNE 5 - CONVENTION POUR LA REALISATION DES TRAVAUX DE RECONSTITUTION SUR LE SITE DE L'UNIVERSITE PAUL VALERY MONTPELLIER III - ROUTE DE MENDE AVEC LA COMUE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur le Président

Bon, je vais ralentir... Affaire n°74, eh bien oui, il s'agit de la première délibération sur les échanges de foncier pour la création de la ligne 5 et du segment Nord. Voilà chers collègues. Qui est contre ? Abstentions ?

Je note que le segment Nord de la ligne 5 du tramway a été voté à l'unanimité, même par ceux qui étaient contre la ligne 5 !

Anne BRISSAUD

Non, moi je vote contre !

Monsieur le Président

Piégée dans la ratière ! Eh oui, Madame BRISSAUD, vous étiez contre la ligne 5 ; vous venez de voter pour ! Eh oui ! C'est fini, je ne refais pas le vote ! Je ne refais pas faire les élections.

Anne BRISSAUD

Intervention hors micro.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Guy BARRAL, M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Titina DASYLVA, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Patricia MIRALLES, Mme Véronique PEREZ, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 9 voix

AFFAIRE N° 75 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - PROGRAMMATION 2018 - HERAULT ENERGIES - TRAVAUX D'ENFOUISSEMENT ET D'AMENAGEMENT DES RESEAUX D'ECLAIRAGE PUBLIC ET DE TELECOMMUNICATION SUR LES COMMUNES DE SAUSSAN, SAINT JEAN DE VEDAS, PIGNAN, PRADES-LE-LEZ ET CURNONSEC - MODIFICATION DU PLAN DE FINANCEMENT DES TRAVAUX SUR LES COMMUNES DE BEAULIEU ET DE SAINT JEAN DE VEDAS - APPROBATION - DEMANDE DE SUBVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. T. DEWINTRE sort de séance, le pouvoir de Mme I. GIANIEL donné à M. T. DEWINTRE est temporairement annulé.

Monsieur le Président

Affaire n° 75. Monsieur DUDIEUZERE vous propose la programmation 2018 concernant Hérault Energies et les travaux d'enfouissement et d'aménagement des éclairages publics et de télécommunication.

Anne BRISSAUD

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

C'est fini, j'ai fait voter ! J'ai fait voter ! Et si !

Anne BRISSAUD

Intervention hors micro.

Cyril MEUNIER

Je veux prendre la parole.

Monsieur le Président

Sur cette affaire ?

Intervention hors micro.

Cyril MEUNIER

Sur ce qui s'est passé avec Madame BRISSAUD, je peux ?

Anne BRISSAUD

Merci.

Monsieur le Président

Non ! Demandez à Monsieur LARUE ! Vous n'êtes pas l'avocat de Madame BRISSAUD !

Cyril MEUNIER

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Je mets aux voix.

Ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote : M. Jean-Marc ALAUZET, Mme Titina DASYLVA, Mme Isabelle GUIRAUD, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOLU, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Jean-Luc MEISSONNIER, Mme Patricia MIRALLES.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 12 voix

AFFAIRE N° 76 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - CONVENTION DE FONDS DE CONCOURS ENTRE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE ET LA COMMUNE DE VILLENEUVE-LESMAGUELONE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Noël SEGURA

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

D'accord. Nous allons faire voter moyennant la modification qu'apporte le Maire de Villeneuve-lès-Maguelone, Monsieur SEGURA. Ce n'est pas celle-là ? Ce n'est pas grave. S'il n'y a pas de modification, c'est encore mieux.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 12 voix

AFFAIRE N° 77 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - OPERATION CAMPUS - CREATION D'OUVRAGES DE RETENTION ET NOUES D'INFILTRATION DES EAUX PLUVIALES - CONVENTIONS A CONCLURE AVEC LES PARTENAIRES DU PROJET - AUTORISATION DE SIGNATURE

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 2 voix

AFFAIRE N° 78 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - DOMAINE PUBLIC MARITIME DE LA PLAGE DE VILLENEUVE-LES-MAGUELONE - CHOIX DU FUTUR MODE DE GESTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

MM. T. DEWINTRE et Y. PELLET entrent en séance.

Monsieur le Président

C'est à cet endroit qu'il convient d'apporter la modification proposée par Monsieur le Maire de Villeneuve-lès-Maguelone.

Noël SEGURA

Oui, il faut donc remplacer, mes chers collègues, le lot n°3 qui concerne la buvette, et non la restauration.

Monsieur le Président

D'accord, il s'agit d'une modification de forme. Moyennant la modification apportée par Monsieur le Maire, qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 79 : VOIRIE, ESPACE PUBLIC - RECALIBRAGE RD26 ET RD26E1 ET AMENAGEMENT D'UN CHEMINEMENT DOUX ENTRE MAUGUIO ET BAILLARGUES - CONVENTION DE TRANSFERT DE MAITRISE D'OUVRAGE ENTRE LA METROPOLE ET LE DEPARTEMENT DE L'HERAULT ET REPARTITION FINANCIERE DU COUT ENTRE LA METROPOLE, LE DEPARTEMENT DE L'HERAULT ET PAYS DE L'ÉTANG DE L'OR AGGLOMERATION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MEUNIER sort de séance, le pouvoir de Mme C. DONADA donné à M. C. MEUNIER est temporairement annulé.

M. G. LANNELONGUE sort définitivement de séance sans laisser de pouvoir.

(M.. C. MEUNIER était présent en début d'affaire, il est sorti de séance avant la mise au vote de l'affaire).

Joël RAYMOND

Monsieur le Président, mes chers collègues...

Intervention hors micro

Monsieur le Président

Mais Monsieur MEUNIER, il passe sous la table au Département !

Intervention hors micro

Monsieur le Président

Allez-y ! Monsieur RAYMOND, s'il vous plaît, faites-vous entendre !

Joël RAYMOND

J'attends un peu de silence.

Monsieur le Président

Monsieur RAYMOND, hâtez-vous ! Allez-y ! Un petit coup de glyphosate...

Joël RAYMOND

Je ne suis pas le Président de cette Assemblée, je suis le « *petit* » Maire – vous le savez bien – qui en plus aujourd'hui déçoit beaucoup de personnes.

Monsieur le Président

Monsieur RAYMOND, allez-y ! Un petit coup de glyphosate, et on est bon !

Joël RAYMOND

Pour le passage piéton...

Monsieur le Président

Ça se sniffe le glyphosate ?

Joël RAYMOND

Je voulais intervenir sur cette délibération. Il est très bien que vers le Pôle d'Echanges Multimodal, l'on crée un cheminement piéton et que l'on refasse cette voie. Donc je suis ravi que l'on arrive, sur un secteur d'aménagement fréquenté assez régulièrement, pour ne pas dire très fréquenté, à finaliser et à sécuriser les piétons mais également les bandes de roulement et les véhicules. Cela me permet de rebondir et de vous faire une proposition, Monsieur le Président – j'ai pris l'habitude de vous faire des propositions. Suite aux réunions des pôles de voirie, notamment celui de l'Est, où tous mes collègues Maires étaient mécontents du service actuel, après trois ans de mise en place de ces pôles, je voulais vous demander s'il était possible de faire un audit interne de nos pôles, de notre organisation et du fonctionnement pour améliorer les travaux sur la voirie, les investissements, mais également tout ce qui est nettoyage et bords de route. Nos voiries communales, voire départementales, se dégradent très vite. Nous avons de plus en plus de sollicitations de nos usagers. Comme disait mon collègue Yvon PELLET, il faut tenir le queue de la poêle. Or, je crois que nous ne la tenons plus. C'est l'expression d'Yvon, vous vous en souvenez ?

Monsieur le Président

« *Le* » queue ?

Joël RAYMOND

La queue de la poêle.

Monsieur le Président

Ce n'est clair ! Non, « *le* » queue, ce n'est pas clair.

Joël RAYMOND

Alors, je vais faire simple. En fait, aujourd'hui, nous vous avons donné 100 % de notre AC. Or nous n'avons aucune satisfaction, quel que soit le Maire que vous interrogez. Donc, je vous demande de faire un audit. Est-ce clair ?

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Attendez, je vais donner la parole au Maire de Beaulieu, puis à Monsieur DUDIEUZERE. Monsieur le Maire.

Arnaud MOYNIER

Bonsoir Monsieur le Président, chers collègues, effectivement, les élus du pôle voirie du Nord-Est de Montpellier se sont rencontrés. Cela s'est plutôt bien passé. Pour faire partie des personnes qui, au départ, ont vivement critiqué le passage de la voirie dans l'espace métropolitain, quand tout ce beau monde au fond de la salle disait « *amen* » à tout, je vous dirais qu'aujourd'hui cela fonctionne plutôt bien – je tenais à le dire.

Intervention hors micro.

Je suis quand même étonné parce que certains n'ont pas froid aux yeux. En effet, il y a quelques mois, ils votaient tous « *oui* » aux décisions qui étaient prises, notamment sur la voirie ; nous étions trois pelés et un tondu à voter contre. Donc aujourd'hui, je dois quand même un peu résumer la situation : au niveau du pôle voirie, tout n'est pas parfait. Mais, excuse-moi Joël, tout n'est pas négatif – loin de là. Donc, il se passe des choses. Par exemple, à Beaulieu, à Restinclières, on a des travaux actuellement cela se passe plutôt bien. Voilà, c'est tout ce que j'avais à dire. Je pense que mon collègue Maire de la Commune voisine dira la même chose. Il y a de nombreuses choses positives qui se passent, les services font ce qu'ils peuvent maintenant bien entendu...

Intervention hors micro.

Arnaud MOYNIER

Quoi donc ? Vas-y, dis ce que tu as à dire ! Vas-y !

Monsieur le Président

Non, mais attendez, on n'est pas tombé de la dernière pluie. Nous connaissons les variations. Madame CASSAR, ramenez un peu d'ordre et...

Michelle CASSAR

Un petit peu de calme, pour apaiser un peu les choses. Je voulais saluer l'intervention du Maire de Beaulieu qui avait créé un groupe et qui, quinze jours après, l'a quitté. Je ne comprends pas. Félicitations ! Il faudra m'expliquer comment tu fais.

Monsieur le Président

Madame CASSAR, je voudrais vous féliciter, parce que vous parlez de groupe politique. Que n'ai-je entendu dans cette enceinte – « *ici, on ne fait pas de politique* ». Le virus vous a atteint rapidement ! Vous avez été rapidement contaminés.

Interventions hors micro.

Monsieur le Président

Mais bien sûr que c'est obligé de faire de la politique à un moment ! Regardez au Conseil Départemental : il y a des groupes politiques. Regardez à la Région : il y a des groupes politiques. Regardez à la Métropole de Toulouse : il y a des groupes politiques. Et il y a des groupes qui appartiennent à des partis politiques, alors

que notre groupe majoritaire, dont je vais bientôt modifier le titre...

René REVOL

Macron étant disons « *moins célèbre* » aujourd'hui, baissant dans les sondages, cela s'appelle de la constance.

Interventions hors micro.

Monsieur le Président

Il s'appellera... Je vais même vous dire le nom pour que vous vous prépariez à l'entendre de façon régulière : Montpellier, Territoires au pluriel ! Eh oui !

Unanimité ! Regardez : unanimité ! Monsieur DUDIEUZERE, allez-y.

Pierre DUDIEUZERE

Merci. Dimanche prochain, j'inviterai le Maire de Beaulieu à faire un tour de calèche. Certes, il y a beaucoup de problèmes, il y a beaucoup de choses qui ne fonctionnent pas. Mais nous y travaillons tous les jours. Je voulais remercier le service, et le Président. Je suis un peu surpris de l'intervention du Maire de Mauguio.

Monsieur le Président

De Mauguio ?

Pierre DUDIEUZERE

De Montaud, pardon. Je suis un peu surpris parce que quand il a été élu, on a discuté, et il m'a dit : « *il y a 15 ans que Montaud est dans l'Agglomération, nous n'avons même pas eu un abris bus, donc, tout ce qui va se passer à Montaud sera un plus.* ». Donc ce que je veux dire aussi, c'est que quand on fait des routes, cela va très vite, il y a beaucoup de choses qui se sont passées, concernant les routes. Il est vrai que beaucoup sont en mauvais état. Il est vrai qu'il y a beaucoup de travaux – je n'ai pas les chiffres là, mais on peut les donner. Nous faisons des consultations à chaque fois qu'il y a des travaux. Et les travaux se mettent en place au fur et à mesure. Que tout le monde râle, c'est normal. Avez-vous vu un élu qui ne râle pas ? Auparavant, nous dirigions les travaux. Ce n'est plus le cas – telle est la loi. Je n'étais pas un ardent partisan de la Métropole – vous le savez. Mais maintenant, petit à petit, les choses se mettent en place. Et de grâce, vous savez que les services y travaillent tous les jours. Les choix budgétaires sont les choix budgétaires. Par ailleurs, il y aura une hiérarchisation des routes, mais nous en reparlerons, bien que nous l'ayons déjà évoquée dans plusieurs communes. Par exemple, la route qui passe à Castelnau n'a rien à voir avec la route qui passe à Montaud, mais la route qui passe à Montaud est aussi importante que l'autre. Donc, il va falloir poser tout cela et le regarder. Je vais proposer, sous votre contrôle, de faire des réunions par secteur. Il est normal que certains râlent. Mais au fur et à mesure, nous avançons. Merci.

Monsieur le Président

Merci Pierre. Madame TOUZARD.

Isabelle TOUZARD

Certaines choses marchent bien, d'autres moins bien – il faut le constater. Mais ce qui me préoccupe, c'est que nous avons des personnes motivées, des ressources humaines qui font tout ce qu'elles peuvent, qui s'investissent énormément dans les pôles. Il faudrait à mon avis, quand on parle d'audit, s'assurer que l'organisation qui a été mise en place... Il n'est pas évident d'en inventer une nouvelle à cette échelle-là, en reprenant des compétences communales où il y avait de toutes petites communes, des moyennes, des grandes. Nous avons adopté un mode d'organisation unique dans la Métropole, avec des pôles dont certains sont petits, d'autres grands, etc... Nous en avons souvent parlé, je pense que dans l'intérêt de l'efficacité de notre nouveau système, dans l'intérêt RH des équipes...

Je sais que cette année au niveau du pôle, je ne vais pas parler pour eux, mais il me semblait qu'ils étaient au bout du rouleau, passez-moi l'expression, ils se sont beaucoup investis, il ne faudrait pas attendre trop longtemps avant de regarder les choix qui ont été faits au niveau organisationnel et vérifier que l'on est bien sur la bonne voie.

Monsieur le Président

Merci de votre intervention positive, Madame TOUZARD.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

AFFAIRE N° 80 : HORS COMMISSION - COMPLEXE SPORTIF YVES-DU-MANOIR - GGL STADIUM - OPERATION DE REMPLACEMENT DE LA PELOUSE DU STADE D'HONNEUR - APPROBATION

M. C. MEUNIER entre en séance.

Monsieur le Président

Il s'agit des 200 000 euros...

Jean-Pierre GRAND

Intervention hors micro.

Monsieur le Président

Sur quel sujet, Monsieur GRAND ? Attendez, je n'ai pas encore indiqué l'affaire. Vous n'arrêtez pas de parler depuis le début ! Allez-y doucement. Vous êtes fougueux. Affaire n°80 : Complexe sportif Yves du Manoir, GGL Stadium, opération de remplacement de la pelouse du stade d'honneur, pour une valeur de 200 000 euros. Qui demande la parole ? Monsieur GRAND.

Jean-Pierre GRAND

Président, je vous avoue que je m'interrogeais sur les raisons pour lesquelles, en début de séance, vous étiez aussi euphorique. Je ne m'interroge pas sur les raisons pour lesquelles vous avez été aussi désagréable par la suite, mais je voudrai, au risque de vous gâcher un peu la soirée, vous annoncer que Monsieur ALTRAD vient de faire un formel démenti à l'information que vous avez donnée en début de séance. Merci.

Monsieur le Président

Écoutez, c'est un excellent candidat. Merci de votre précision, Monsieur GRAND.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Monsieur le Président

Avant de passer à la dernière affaire de l'ordre du jour, je rappelle, parce que j'ai eu des réflexions, que sont autorisés à monter au cocktail, les élus de la Métropole, les services de la Métropole, le Cabinet de la Métropole et les journalistes, s'ils le souhaitent – point barre.

AFFAIRE N° 81 : HORS COMMISSION - CINEMED, FESTIVAL DU CINEMA MEDITERRANEEN DE MONTPELLIER - PRESENTATIONS DECENTRALISEES DANS LES COMMUNES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE - APPROBATION

Monsieur le Président

Dernière affaire de l'ordre du jour : Cinemed. Il est proposé d'organiser dans le cadre de la 40^e édition, des séances particulières de cinéma dans trois communes de la Métropole : Clapiers, Saint-Drézéry et Saussan. Qui demande la parole ? Personne.

Je mets aux voix. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adoptée à l'unanimité.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Monsieur le Président

Je vous remercie chers collègues. Vous étiez filmés en direct ce soir et transmis à l'Association des Métropoles françaises.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h15.